

LA FRANCE,

L'ALLEMAGNE,

LA SAINTE ALLIANCE DES PEUPLES.

LA FRANCE,

L'ALLEMAGNE

ET

LA SAINTE ALLIANCE DES PEUPLES.

**LA FRANCE,
L'ALLEMAGNE,**

ET

LA SAINTE ALLIANCE DES PEUPLES.

PAR

J. VENEDEY,
De Cologne (Prusse - Rhénane.)



PARIS

DAUVIN ET FONTAINE,
PASSAGE DES PANORAMAS, 35.
ET GALERIE DE LA BOURSE, 1.

—
1841

38, r. des Boucheries-St-G.—Imprimerie de P. BAUDOUIN.

EX
BIBLIOTHECA
REGIA ACADEM.
GEORGIAE
AUG.



Paris, 20 mars 1841.

Les événemens marchent au pas de charge. Ce qui n'était hier qu'une prophétie hardie est aujourd'hui un fait accompli et appartiendra demain à l'histoire ancienne. En écrivant, il y a quelques mois, une première brochure : « La France, l'Allemagne et les Provinces rhénanes, » je prévoyais le moment où la paix et l'amitié entre la France et l'Allemagne pourraient être sérieusement compromises par le préjugé français des soi-disant « frontières naturelles de la France. » Avant que cette même brochure fût imprimée, la France et l'Allemagne se menacèrent, et le cri de guerre des deux nations semblait devoir être le même : *le Rhin!* J'écrivais dans une pensée de *paix et de réconciliation*, et l'éditeur, en spéculant sur les passions du moment, crut pouvoir, en mon absence, ajouter au titre : « La France, l'Allemagne et les Provinces rhénanes, » la phrase : « De leur position » respective *en cas d'une guerre prochaine.* »

Prêt à publier une seconde brochure sur le même sujet, je crains qu'elle ne vienne, après coup, comme la première. Elle parlera de la paix, du désarmement, de la rentrée de la France dans le concert européen, peut-être après que toutes ces questions seront décidées, à moitié oubliées ou remplacées par d'autres plus sérieuses encore, n'importe. Au fond de tout cela, il y a une question générale autour de laquelle toutes les autres tournent et

retournent, et celle-là restera. Je veux parler des bases de la constitution de l'humanité, de l'alliance entre l'Allemagne et la France, qui conduira à l'union de l'Europe. Sans cette alliance, il n'y aura pas de paix possible, avec elle; au contraire, la guerre devient presque impossible, et si ce fléau pouvait encore devenir nécessaire, au moins il ne présenterait plus de danger pour les conquêtes de la civilisation européenne. L'alliance entre la France et l'Allemagne ne trouve d'autres obstacles que ce préjugé des frontières du Rhin. Que la France choisisse entre une alliance durable avec un peuple de 40 millions d'hommes et une *idée de conquête*; idée qui, par elle-même, lui aliène ce peuple et en fait l'auxiliaire dévoué de ses ennemis éternels! Voilà la question!

Lisez donc les journaux de l'Angleterre, et apprenez par vos ennemis, où est le danger de la France. « La France arme, eh bien! l'Allemagne est armée depuis longtemps; la France à 1,500,000 de gardes nationaux, l'Allemagne a deux millions de soldats et de landwehr. » Voilà la réponse de l'Angleterre. Et cette Allemagne armée, ces millions de soldats et de landwehr, ne sont des auxiliaires de l'Angleterre que *parce que la France l'a bien voulu*; parce que la France, au premier bruit de guerre, a commencé par menacer l'Allemagne. Aussi longtemps que cette menace existera, la France sera faible vis-à-vis de tous ses ennemis. Faible, non parce qu'elle n'est plus l'ancienne France, mais parce que ses ennemis sont soutenus par l'Allemagne qui comprendra sa dignité et qui saura faire respecter ses droits.

Si la crise qui a commencé par le Traité du 15 juillet n'amène pas la guerre, elle aura les résultats les plus heureux pour l'avenir du monde: car elle aura montré à la France le danger de l'injustice. N'en doutez pas: le jour où la France comprendra que ses prétentions sur les provinces rhénanes sont injustes n'est pas loin, car la position actuelle qui blesse au cœur la fierté française est

la conséquence nécessaire et naturelle de ses prétentions injustes. Et si le calme se rétablit seulement pour quelque temps, la France comprendra que dans toutes les complications européennes, cette injustice, en se renouvelant, la mettra, comme aujourd'hui, dans une position fautive, malheureuse et indigne d'elle. J'ai d'autant plus de confiance que ce jour viendra, que déjà aujourd'hui le principe a été posé presque officiellement en France. M. Jouffroy, dans son rapport si remarquable par ses principes généraux, a dit: « Il appartient à la France, il est dans sa mission de se faire en Europe la promotrice et la protectrice de l'égalité du droit des nations; de même qu'elle a glorieusement inauguré dans le monde l'égalité des droits de tous les enfants du pays. » Oui, c'est l'avenir du monde qui demande *un code politique*, comme les peuples demandaient autrefois *un code civil*; et ce code politique posera comme principe l'égalité des droits des nations, et il proclamera, non la *politique nationale*, mais la *politique de la justice*.

Justice! justice! voilà la parole de l'avenir, et l'Allemagne ne demande pas autre chose de la France. En répondant par la même parole, la France peut être sûre de trouver une amie dévouée dans l'Allemagne; et elle sera forte de sa propre force et de l'amitié de son alliée, comme elle est faible et méconnue aujourd'hui, parce qu'elle n'a d'autre réponse à cette parole sacrée de *justice* que celle de l'*intérêt*.

L'homme politique en France qui le premier osera dire: « *Plus de conquête, et pas même celle des provinces rhénanes* »; qui proclamera du haut de la tribune ou dans la presse, *sans arrière-pensée*, que la prétention aux frontières du Rhin est un préjugé *injuste et malheureux*, sera le plus grand bienfaiteur de la France, et guérira la plaie toujours saignante encore de l'empire. Mais il est plus facile de spéculer sur les passions vulgaires!

Je suis Allemand, cela me donne le droit d'être un peu paysan du Danube. J'ai la conviction intime de remplir un devoir sacré, de travailler au bien de deux grandes nations qui se valent, et dont l'amitié désintéressée est nécessaire à l'humanité; et voilà pourquoi je ne crains pas les amour-propres que je pourrais blesser. Ma double position comme Allemand et comme réfugié en France, me donne un double devoir, me force de combattre des deux mains. L'Allemagne me semble toute prête à s'égarer vis-à-vis de la France, à se laisser entraîner par une haine, *que la France a trop bien secondée*. J'ai cherché à éclairer mes compatriotes. L'écrit par lequel j'ai essayé de démontrer à l'Allemagne le danger vers lequel elle marche, a *passé à la censure*; mais il fut saisi par ordre du ministre de l'Intérieur de la Saxe. Il n'y avait donc rien contre la morale, la religion ou l'Etat dans cet écrit, car la censure l'aurait supprimé; mais il dérangeait la politique de haute volée qui ne demande pas mieux que d'exciter l'Allemagne contre la France (1). La racine du danger est en France; arrachez-la, et l'Allemagne et la France ne feront plus qu'un seul tout, comme représentans *de la justice entre les peuples*.

Je prévoyais, dans ma première brochure, la question: « où est donc votre Allemagne? » J'ai cherché à y répondre en disant: que cette Allemagne dont je parle, n'est pas la Prusse, ni l'Autriche, ni les petits états de la confédération allemande, mais *toute l'Allemagne, la Prusse allemande, l'Autriche allemande, et les états de la confédération, pris comme un tout entier*. Vis-à-vis de l'ennemi, et la France qui voudrait faire des conquêtes en Allemagne serait son ennemie, *cette Al-*

(1) Je ne parle de cela que pour prouver par un fait de plus à la France et à l'Allemagne, qu'en travaillant à l'alliance des deux peuples, on dérange, sans le vouloir, les meilleurs calculs de la *haute et très haute politique*

lemagne est représentée par la diète allemande. En face de l'ennemi on ne discute pas, on obéit et on combat. Les hommes de progrès et de liberté, en Allemagne, savent très bien que cette diète ne représente devant le pays que les princes et l'aristocratie allemande, mais ils savent également que, devant l'étranger qui attaque la patrie dans ce qu'elle a de plus cher, dans son indépendance nationale, son honneur et sa dignité, il ne doit y avoir qu'un seul drapeau, celui de l'Allemagne, n'importe quel parti le déploie. L'Allemagne attaquée par la France dans une pensée de conquête, oubliera les querelles intérieures et marchera comme un seul homme. Au moment où je publiais ma première brochure, cette question était assez naturelle, car la France est oublieuse de sa nature, et elle ne se rappelait plus quelle était l'Allemagne qu'elle avait rencontrée à Bautzen, à Lutten, à Leipsig et à Ligny. Mais aujourd'hui cette question n'est plus permise, car il faudrait être sourd et aveugle, pour ne pas voir et entendre que ce n'est pas l'Allemagne officielle seule qui a répété ce cri: « Ils ne l'auront pas ! » Je le sais, les journaux radicaux et libéraux nous ont appris que cette chanson et l'enthousiasme qu'elle a provoqué, sont de commande royale (1).

Détrompez-vous, les rois et leurs ministres savent mieux ce qu'ils font, et M. Guizot l'a dit il y a quelques jours: « Les passions patriotiques conduisent toujours aux passions libérales ou révolutionnaires. » L'Allemagne officielle a adopté la chanson de M. Becker, parce

(1) On est allé même plus loin, et on a insinué que, par exemple, M. le docteur Wirth, dont, soit dit en passant, je suis loin de partager toutes les opinions politiques, s'était fait renégat. M. Wirth est ce qu'il a été toujours, un défenseur chaleureux de la liberté et de la dignité de l'Allemagne; et ces accusations ont excité encore davantage l'opinion publique de l'Allemagne contre ceux qui s'en firent les éditeurs responsables.

qu'elle n'est que négative; parce qu'elle n'est qu'un refus; mais l'Allemagne non-officielle l'a chanté dans d'autre espoir et d'autres sentimens que ses royaux protecteurs. Comme en 1813, les princes font leurs réserves, et comme en 1813, ils chercheront à exploiter le peuple. Le *National* croit nous dire quelque chose de nouveau, en nous répétant ce que nous savons aussi bien que personne: qu'on nous promettra, avant le combat, de la liberté et des institutions, et qu'on nous les refusera après. Mais est-ce que cela change la question? Est-ce que nous sommes des mercenaires qui ne défendent la patrie que parce qu'on leur promet une récompense? Oui, nous le savons, on cherchera à tromper le peuple; on lui promettra de la liberté pendant qu'on aura peur, et on la refusera quand on croira pouvoir la lui refuser sans danger. Nous le savons, et nous n'en combattons pas moins jusqu'à la dernière goutte de sang, si l'honneur et l'indépendance de la patrie le demandent. En 1813, ce ne fut pas le peuple allemand qui demanda une récompense pour marcher contre l'ennemi commun; les princes et leurs partisans seuls, ne comprenant pas qu'on pût se dévouer pour une sainte cause, sans marchander le prix du dévouement, et jugeant le peuple allemand d'après eux-mêmes, promirent la liberté et des institutions. Et le peuple croyait si peu combattre pour les obtenir, qu'on pouvait les refuser après le combat. Il s'agissait de la patrie, de son honneur et de son indépendance, c'était tout.

Mais M. Guizot l'a dit: « Les passions patriotiques conduisent aux passions démocratiques, libéraux ou révolutionnaires » je ne me rappelle plus le mot que M. le ministre des affaires étrangères a employé. La liberté et l'unité allemande dateront de 1813; et encore quelques chansons, tout simplement et même négativement patriotiques, suffiront pour que les rois n'aient plus besoin de promettre ce qu'ils seront forcés de donner, s'ils ne veulent pas qu'on le prenne.

Encore deux mots: On me fera peut-être le reproche d'être inconséquent, en voyant que d'un côté je combats « l'initiative humaine » que les radicaux accordent modestement à la France, c'est-à-dire à Paris qui gouverne la France, c'est-à-dire au parti radical qui doit gouverner un jour Paris, c'est-à-dire au *National*, qui doit gouverner alors le parti radical, et que de l'autre côté, j'en conviens, que la France est le porte-drapeau de la démocratie, l'avant-garde de l'humanité. Je m'explique. La France est UNE GRANDE, TRÈS GRANDE NATION, mais elle a tort d'imiter le langage hautain, blessant et humiliant de l'empire, en disant que la France est LA GRANDE NATION. Voilà l'explication de la contradiction apparente. Je desire de tout mon cœur que la nation française soit grande et digne, mais je crois qu'elle creuse elle-même sa tombe, en se regardant comme la seule grande nation du monde, en disant: « l'humanité c'est moi, et après moi le déluge! » Espérons que les mauvais jours qu'elle doit à ces prétentions d'absolutisme extérieur, d'exclusion, d'initiative humaine, lui serviront de leçon pour l'avenir; espérons-le, car la civilisation même en dépend en grande partie; espérons-le, car l'alliance entre la France et l'Allemagne, et ensuite l'organisation de l'humanité, sera impossible avant que la France ait appris qu'il y a une *justice et une égalité de droit pour tous les peuples*.

JUSTICE!

Ainsi soit-il.

CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

DU TRAITÉ DU QUINZE JUILLET.

Le traité-Brunow a changé la face de l'Europe. Les puissances de l'ancienne Sainte-Alliance, en entraînant l'Angleterre, se sont ralliées de nouveau, et la France reste isolée. Ce fait de l'isolement de la France et de l'alliance de toutes les grandes puissances européennes, est à lui seul d'une importance incalculable. Mais, avant de chercher à apprécier quelques-unes des conséquences probables, il faut expliquer, en peu de mots, comment ce traité fut possible, et surtout quel but se proposèrent les divers cabinets qui le conclurent.

La révolution de juillet rapprocha la France de l'Angleterre. Le principe de représentation du peuple, de libre

discussion, de constitutionalisme, qui venait de remporter une victoire éclatante dans les rues de Paris, régnait sur d'autres bases depuis longtemps à Londres. De là, une tendance assez naturelle à s'allier entre ces deux nations. Londres reconnut, la première, la nouvelle dynastie de juillet, et la France oublia son ancienne haine héréditaire contre son ennemie d'hier et son amie d'aujourd'hui. Cette alliance entre la France et l'Angleterre fut le fait dominant de la politique internationale des dix années qui se sont écoulées depuis la révolution de juillet jusqu'au traité-Brunow. Tous les mouvemens de l'Europe furent plus ou moins motivés par l'accord qui régnait entre la France et l'Angleterre. Les puissances absolues furent d'abord forcées de reconnaître également la légitimité de la révolution de juillet, puis d'admettre parmi elles les rois des barricades de Paris et de Bruxelles, et enfin de laisser faire la révolution en Espagne et même pendant quelque temps en Allemagne. L'alliance de l'Angleterre et de la France les contenait, et elles auraient joué un trop gros jeu en s'opposant ouvertement à ces deux géants, forts de leur force à la fois matérielle et morale. Il fallait les supporter.

« Cette alliance, dira-t-on, fut donc un bienfait pour l'Angleterre et pour la France, un bonheur pour l'humanité. » Je suis loin d'admettre cette conclusion ; elle fut *peut-être* nécessaire au moment où elle eut lieu ; elle a *peut-être* empêché la guerre des principes d'éclater immédiatement après la révolution de juillet ; elle a *peut-être*, plus que tout le reste, contribué à contenir cette révolution ; mais, pour cela, je ne dirai pas qu'elle fut un bienfait. Tout au contraire, elle a été funeste pour tout le monde, à la France la première, à l'Angleterre et à l'Europe tout entière. Si elle a été nécessaire, cette nécessité était alors un malheur pour l'humanité ; une fatalité pour la France et pour l'Angleterre.

Les alliances particulières sont basées sur l'intérêt, sur l'intérêt moral et l'intérêt matériel. Elles sont ainsi la conséquence de l'égoïsme national. Il y a quelque chose au-dessus de l'intérêt, c'est la justice ; il y a quelque chose de plus grand, de plus élevé qu'une alliance entre deux peuples, c'est l'humanité, l'alliance de tous. La révolution de juillet était

un fait humanitaire, un fait général, comme le prouve déjà la commotion universelle qu'elle a produite, et, comme telle, elle aurait dû aboutir à un résultat général, et non à une alliance particulière entre deux peuples. — Après avoir exposé quelques vérités que le passé nous enseigne, nous reviendrons à cette vérité qui gouvernera l'avenir.

Admettant les alliances particulières, il n'y a que l'intérêt moral et l'intérêt matériel sur lesquels on puisse les baser. L'intérêt moral, la communauté du dogme religieux, social ou seulement politique, conduisent aux *alliances de principes*. « L'Angleterre et la France sont deux pays gouvernés par une constitution représentative ; ainsi donc, ces deux nations sont appelées à une alliance de principe. » Le mot de représentation est bien vague. En France, c'est la bourgeoisie, et en Angleterre, c'est l'aristocratie qui dominant par la représentation des deux pays : en France, la bourgeoisie tend vers la démocratie, en est menacée partout et à tout moment ; en Angleterre, l'aristocratie tend plutôt à absorber l'élément bourgeois, et whigs et torys se réuniront au premier moment de danger qui pourrait les menacer sérieusement du côté des radicaux et du peuple. Les institutions de l'Angleterre consacrent l'inégalité aristocratique ; celles de la France ne connaissent que l'égalité plébéienne. Là, les digues seigneuriales sont assez solides pour forcer le fleuve populaire à couler dans un ravin étroit ; ici, la démocratie coule à pleins bords. *L'alliance de principe* entre la France et l'Angleterre fut une erreur, peut-être un mensonge.

L'intérêt matériel des deux peuples se combat partout. Il serait superflu de le démontrer, puisqu'aujourd'hui tout le monde se plaît à le reconnaître.

Maintenant, voyons quelles furent les conséquences de cette alliance entre la France et l'Angleterre.

D'abord, pour le principe, la France *démocratique* se trouve unie à l'Angleterre *aristocratique*. Depuis ce moment, le principe de la révolution de juillet, le principe démocratique, fut en danger, et bientôt, en France même, il fut vaincu partout où il se montra ouvertement. La conséquence immédiate de la révolution de juillet fut la destruction de la pairie par la loi qui lui enleva l'hérédité ; mais ensuite l'allié

de l'Angleterre sentit bien la faute qu'elle avait faite, et chercha à rétablir l'élément aristocratique dans le gouvernement français. Une guerre intestine commença, qui ne semble pas prête à finir, et qui n'a abouti, jusqu'à présent, qu'à des mécomptes. La révolution de juillet avait montré le peuple français uni, grand, noble et invincible. L'alliée de l'Angleterre, qui ne pouvait pas de suite rétablir le principe aristocratique de la pairie, crut devoir au moins renier la plèbe, en excluant du sein de la vie active et politique la *France illégale, le peuple*, en se nommant la *France légale*. L'aristocratie anglaise montre ses armoiries pour repousser la plèbe, pour s'arroger le bien-être et les revenus de l'Etat; la bourgeoisie française fait sonner ses écus, croyant légitimer ainsi son égoïsme et les préjugés inimitiés de son orgueilleuse alliée.

A l'extérieur, *cette alliance de principe* a eu des conséquences également heureuses pour la France et pour l'Angleterre. La Belgique révolutionnaire ne demanda pas mieux que de s'allier à la France; mais la France repoussa cette alliance parce que l'Angleterre la voyait d'un œil jaloux. L'Angleterre, de son côté, aurait volontiers aidé le mouvement de la Pologne, mais la France, alliée de l'Angleterre, la *France légale*, commençait à craindre la révolution française, même au-delà de la Vistule. En Espagne, la France et l'Angleterre se firent une guerre à la sourdine et préparèrent ainsi une époque, où, ni l'un ni l'autre des deux peuples, n'exerça la moindre influence sur le gouvernement de la Péninsule. Dans l'Orient, l'alliance entre la France et l'Angleterre fut cause que rien ne s'y faisait, rien ne s'y décidait; car les deux amies, craignant mutuellement d'augmenter l'influence l'une de l'autre, ne surent, pendant dix ans, que s'empêcher mutuellement d'agir. En attendant, la Russie avançait toujours vers son but, jusqu'à ce qu'enfin le traité d'Unkiar-Skelessi vint ouvrir les yeux aux hommes d'état de l'Angleterre.

En montrant ainsi les conséquences de l'alliance entre la France et l'Angleterre, nous n'aurons plus besoin d'expliquer comment cette alliance fut enfin rompue; car il serait bien plus difficile à expliquer comment étant funeste aux

deux pays, tant sous le rapport des affaires intérieures que des affaires extérieures, elle a pu exister pendant dix ans. On a voulu accuser de cette rupture tantôt la France, tantôt l'Angleterre. Les uns disent que lord Palmerston a trahi son pays et l'humanité; les autres affirment que M. Thiers a voulu jouer tout le monde, et qu'il a été enfin la dupe de ses jeux d'adresse. Les uns et les autres ont eu tort, car la rupture de l'alliance entre la France et l'Angleterre date du jour où cette alliance fut conçue.

L'alliance contre nature entre la France et l'Angleterre, a amené l'alliance des quatre puissances, pour régler, sans la France, les affaires de l'Orient.

Les affaires de l'Orient sont pour l'Angleterre du plus haut intérêt. L'avenir de ses colonies, de son commerce, en dépend. Pendant les dix ans que l'alliance entre la France et l'Angleterre a duré, la France a su empêcher l'Angleterre d'intervenir directement dans les affaires d'Orient. Cette intervention devenait surtout urgente après le traité d'Unkiar-Skelessi, et la France dut de nouveau contrebalancer l'ardeur guerrière de l'Angleterre. En attendant, la Russie gagna de jour en jour du terrain en Orient, et y avait enfin conquis une position si bien établie et si solide, qu'il eût fallu toutes les forces de la France et de l'Angleterre réunies pour essayer seulement de l'en chasser. L'Angleterre devait, de plus en plus, se persuader que jamais la France ne se prêterait à une démarche si décisive; et alors cette position même, que la Russie avait acquise pendant les années de l'alliance anglo-française, força l'Angleterre de compter avant tout avec la Russie. C'est ainsi que le traité Brunow fut possible. Il est ridicule d'accuser l'un ou l'autre ministre de ce traité, car il était indiqué par les circonstances, et le mérite positif ou négatif de ceux qui contribuèrent à le conclure, n'est pas assez grand pour leur faire l'honneur de les en rendre responsables.

Lord Palmerston et M. Thiers peuvent dormir en repos, s'ils n'ont pas d'autres comptes à régler avec leur conscience.

Mais les événements, puis les circonstances et la haine de quelques-unes des puissances, qui ont conclu ce traité;

les fautes des hommes d'état de la France, les bravades de la presse, en ont fait tout autre chose que ce que les uns osaient même espérer et que ce que les autres croyaient avoir à craindre.

Pour l'Angleterre, il ne s'agissait que de chercher à garantir ses intérêts dans l'Orient. Ces intérêts étaient d'abord négatifs, c'était d'empêcher la Russie de gagner encore plus de terrain qu'elle n'en avait déjà conquis pendant les dix ans de l'alliance-Talleyrand; ensuite, de s'assurer la haute influence, pour y établir un entrepôt, ou, au moins, une voie solide et assurée de communication entre l'Inde et l'Europe.

La Russie, de son côté, chercha dans les complications de l'Orient le moyen d'augmenter son influence à Constantinople, et de s'en emparer dans le cas d'une collision générale.

L'Autriche et la Prusse, craignant cette collision générale, s'unirent à la Russie et à l'Angleterre, pour régler d'une manière pacifique les affaires d'Orient.

L'Orient était donc, au moins ostensiblement, le but de cette alliance des quatre puissances. Il se peut que l'une ou l'autre, et même la majorité en espérât encore d'autres résultats; mais, assurément, ces espérances ont dû être assez vagues, car personne n'a pu prévoir les fautes énormes que la France a faites, et qui ont permis aux cabinets du nord de changer tout le caractère du traité-Brunow et d'en faire une affaire occidentale, au lieu d'une affaire orientale.

En Orient, la politique de l'Angleterre a remporté une victoire plus éclatante que décisive. Elle a su vaincre le vice-roi d'Egypte et le chasser de la Syrie, sans que la Russie ait pu faire un pas en avant. L'Angleterre a ainsi obtenu tout ce qu'elle a voulu; elle a établi son influence en Syrie, et détruit la seule puissance orientale qui aurait pu s'opposer à ses projets.

« La Russie a donc été la dupe de l'Angleterre; elle a été jouée par lord Palmerston? » S'il n'y avait dans ce monde qu'une seule affaire, qu'une seule question politique, celle de l'Orient, il faudrait répondre affirmativement. Mais l'Orient, avec toute son influence, ne résout pas toutes les questions

pendantes, et aujourd'hui déjà, le traité du 15 juillet n'est plus une question orientale, mais une question qui décidera peut-être demain de l'avenir et de l'existence de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Russie même, comme elle a décidé hier de l'avenir et de l'existence de Méhémet-Ali. Le traité-Brunow, qui ne semblait destiné d'abord qu'à régler les affaires d'Orient, est aujourd'hui la *base écrite* du droit public et international de l'Occident. Il serait difficile de dire si la Russie, l'Autriche et la Prusse ont prévu cela; mais il ne serait peut-être pas aussi hardi d'affirmer que lord Palmerston aurait dû et pu le prévoir; que M. Thiers et les hommes d'état de la France auraient dû et pu le prévenir, et que les uns et les autres ont fait leur possible pour hâter un résultat qui les menaçait et qui couvre aujourd'hui l'avenir de nuages gros, d'orages terribles.

Le traité du 15 juillet, le traité-Brunow, est une œuvre russe. C'est la diplomatie de la Russie qui l'a conçue; c'est un de ses agens habiles qu'elle sait chercher et trouver partout en Europe, qui a pu le faire accepter à l'Angleterre. Pour l'Orient, la politique russe semble avoir été en défaut. Mais il s'agit de savoir si elle n'a pas, peut-être, gagné en Occident bien plus qu'elle ne semble avoir perdu en Orient. Les résultats immédiats du traité-Brunow pour les affaires occidentales sont : *l'inimitié entre la France et l'Angleterre et l'isolement politique de la France.*

Nous avons vu comment l'Angleterre a su obtenir, en Orient, à peu près tout ce qu'elle se proposait d'obtenir. Elle a vaincu Méhémet-Ali, elle l'a chassé de la Syrie et elle y a pris quelques places, que probablement elle sera forcée de rendre sous peu. Voilà le grand succès. Mais croit-on sérieusement que ce résultat, ce grand succès, valût la peine, non de sacrifier l'amitié et l'alliance de la France, car l'Angleterre n'a jamais eu la première, et la seconde, comme nous l'avons montré, lui a été plus nuisible qu'utile, mais de se créer, dans le *peuple français*, un *ennemi implacable*, prêt à s'unir à tous ceux qui auraient un compte à régler avec le lion anglais, comme disent les Américains. L'Angleterre a gagné, en Orient, une influence qui ne serait pas à dédaigner dans un cas donné, mais aussi elle a pour jamais

acquis une ennemie qui saura bien contrebalancer les bons résultats de l'occupation de quelques villes de la Syrie.

Cette haine, cette inimitié entre la France et l'Angleterre est, pour la Russie, un tout autre résultat, un tout autre succès que celui que lord Palmerston vient d'obtenir en Syrie. Les deux rivales de la Russie sont la France et l'Angleterre; aujourd'hui, elles sont toutes prêtes à tomber l'une sur l'autre. Dans la première guerre qui éclatera, la France et l'Angleterre commenceront un combat à mort, et, quelle que soit celle des deux qui succombe, la Russie ne manquera pas de lui rendre les honneurs militaires; elle chantera son : *Requiescat in pace*, et se présentera comme co-héritière. Par suite du traité du 15 juillet, la Russie peut être sûre de l'Alliance de la France ou de celle de l'Angleterre, car l'une sera, dès aujourd'hui, pendant assez longtemps, si non toujours, du côté opposé à l'autre. Par le partage de la Pologne, la Russie a su enchaîner à sa volonté la Prusse et l'Autriche, et, depuis le 15 juillet, elle n'a que l'embarras du choix entre la France et l'Angleterre; et quand elle commandera, elle sera obéie, et l'Angleterre tombera sur la France ou la France sur l'Angleterre, selon le bon plaisir ou la permission du czar de Moscovie. C'est là le résultat le plus clair et le plus important des succès de lord Palmerston en Orient.

L'isolement de la France, vis-à-vis de l'Europe coalisée, en est un autre résultat qui a eu des conséquences immédiates. Nous avons montré comment le traité du 15 juillet a pu devenir possible. On a voulu jeter tous les torts sur les hommes d'Etat de la France : leurs fautes ont été assez grandes; mais les événements, les circonstances, les nécessités de position étaient encore bien plus grandes. Laissons donc de côté les personnalités qui s'enorgueillissent autant des reproches qu'on pourrait leur faire, que des louanges qu'elles croient avoir méritées et devoir provoquer. Une fois ce traité conclu, la France devait chercher à parer le coup qu'il semblait destiné à lui porter. Le but ostensible du traité-Brunow, était, pour l'Orient, le rétablissement de l'autorité du sultan aux dépens du pauvre pacha d'Egypte, et le but caché, pour l'Occident, *l'isolement de la France*. Et la France n'a pas su éviter ni le coup qu'on essayait de lui porter en Orient, ni le danger qui

la menaçait en Occident; elle a été impuissante pour sauver Méhémet-Ali; elle n'a su, en Europe, que faire augmenter les chances contre elle. Qui le croirait? il y a même des hommes d'Etat en France, des partis dans la chambre et des journaux dans la presse, qui ont cherché à poser en principe *l'isolement de la France*, se faisant ainsi les auxiliaires involontaires de la Russie, en consacrant le but que celle-ci espérait obtenir par le traité-Brunow.

Qu'a-t-elle fait, la politique française, pour sauver son allié d'Egypte? Elle a menacé l'Europe *sans parler*, elle a armé *sans dire contre qui*, et ses journaux se sont chargés d'expliquer cette menace muette : « *Notre Orient est sur les bords du Rhin, notre Syrie, ce sont les provinces rhénanes!* »

Oh! comme les diplomates de Saint-Petersbourg ont dû battre des mains, en voyant M. Thiers à l'œuvre, pour sauver la France des conséquences du traité-Brunow! Ce traité en lui-même était assez menaçant pour la France, mais la manière dont la diplomatie française a cherché à en éviter les conséquences fâcheuses, le rendait encore bien plus funeste. Comme il y a une France officielle et une France non-officielle, il y a aussi une Europe officielle et une Europe non-officielle; et de même que la France officielle aurait besoin, pour tous les grands efforts, de la France non-officielle; l'Europe officielle ne pourrait rien sans l'Europe non-officielle. La première a conclu le traité du 15 juillet, mais il n'était rien moins que sûr que la seconde se souciât beaucoup de le ratifier. Les Allemands chantèrent dans la rue et dans les théâtres : « *Que nous importent les Turcs!* » et ce qui se chante en Allemagne vient du cœur. M. Thiers, les libéraux et les radicaux de la France, les grands journaux, depuis le Constitutionnel jusqu'au National, se sont chargés d'amener cette ratification du traité des rois, par les peuples; et si la Russie avait payé la France officielle pour agir ainsi, celle-ci n'aurait pu faire mieux. En Allemagne surtout, le peuple s'était prononcé en 1830 pour la France, et lui gardait encore sa sympathie. Il aurait été difficile, sinon impossible à l'Allemagne officielle, aux rois et princes de la diète de Francfort, d'entraîner l'Allemagne non-officielle, le peuple, dans une guerre contre la France. M. Thiers et les journaux libéraux

et radicaux, ont fait leur possible pour détruire cette sympathie, pour la remplacer par la haine. On a blessé, de toutes les manières possibles, les sentimens les plus nobles et les mieux enracinés du peuple allemand, et, depuis lors, l'Allemagne non-officielle semble toute prête à ratifier le traité des rois.

L'Angleterre sait que la France la hait, et qu'elle ne demande pas mieux qu'une bonne occasion de lui prouver cette haine. La Russie espère voir s'entre détruire la France et l'Angleterre ; l'Allemagne officielle est enchaînée à la Russie par la part du larcin que celle-ci lui a donné des dépouilles de la Pologne. Enfin, l'Allemagne non-officielle fut blessée au cœur par la France ou par ceux qui *semblent* la représenter. Voilà la position d'aujourd'hui ; voilà les conséquences du traité du 15 juillet. L'Angleterre pousse vers la guerre (1) ; car elle sent que si elle ne peut pas détruire dès demain la puissance de la France, la France sera après-demain l'alliée de la Russie, pour chercher à détruire la puissance de l'Angleterre. Une seconde occasion, comme celle qui se présente actuellement, et où la France a contre elle les rois et les peuples, ne reviendra peut-être pas, et c'est pourquoi l'Angleterre fera son possible pour l'exploiter. Lord Palmerston, qui croyait régler les affaires d'Orient, a mis l'Angleterre dans une position où elle est forcée de jouer le tout pour le tout ; et le plus grand malheur qui pourrait arriver à son pays, serait de voir refuser cette partie désespérée. La France a fait bien des fautes pour donner gain de cause à ses ennemis, mais il dépend encore d'elle de refuser ce jeu de tout contre tout que l'Angleterre lui propose, et le moyen de le refuser est dans la manière dont la France agira vis-à-vis de l'Allemagne.

(1) Au moment où ces lignes sont imprimées, les nouvelles de Constantinople confirment l'opinion exposée plus haut. Lord Pousonby n'a pas pu agir sans les ordres de lord Palmerston; mais il se pourrait que les nouvelles de l'Amérique du nord changeassent, pour le moment, la tactique de l'Angleterre.

II.

LE PARTI DE LA GUERRE EN FRANCE.

L'Angleterre a voulu la guerre entre les quatre puissances d'un côté et la France de l'autre, et tout ce qu'elle a fait a prouvé qu'elle la désirait et qu'elle la préparait. C'était elle qui s'opposait à ce que la Porte accordât l'hérédité à Méhémet-Ali ; c'était elle qui demandait avec le plus d'instance le désarmement ; c'est enfin elle qui *traite de la paix à Londres pendant qu'elle prépare la guerre à Constantinople*. Cela se conçoit, si la guerre n'a pas lieu par suite du traité-Brunow ; la Russie et la France pourront être alliées à la première occasion qui se présentera pour nuire à l'Angleterre.

La Russie n'a aucun intérêt de s'opposer à une guerre qui serait la conséquence du traité-Brunow ; elle ne mettra pas de grands enjeux et elle restera toujours mattresse de profi-

ter de tous les événemens éventuels. Elle ne pourra que gagner par les pertes de la France, de l'Angleterre ou de l'Allemagne. En affaiblissant ces trois peuples, elle se fortifiera d'autant, et voilà pourquoi elle a laissé faire l'Angleterre, pourquoi elle l'a aidé à pousser à la guerre, toute prête qu'elle était, peut-être, à présenter la main à la France aussitôt que cela pouvait mieux lui convenir.

Mais l'Allemagne et la France, de leur côté, n'ont aucun intérêt à désirer la guerre : au contraire, leur salut commun leur ordonne de l'éviter aussi longtemps que l'honneur le permet. Les intérêts de l'Allemagne, tant moraux que matériels, ne sont nullement menacés par la France, *au moins par cette France qui ne veut pas faire de conquêtes*, et les intérêts de la France s'accordent parfaitement avec ceux de l'Allemagne. Ces deux peuples sont appelés à s'entraider, car ils sont faits pour se compléter mutuellement.

Et ce serait tout juste ces mêmes peuples, qui videraient entre eux la querelle que la Russie et l'Angleterre ont provoquée sans eux ! La Russie est bien loin, elle enverra quelques centaines de milliers d'hommes sur les bords du Rhin ; l'Angleterre augmentera sa dette de quelques millions, mais le sang allemand et le sang français le plus pur coulera à flots sur les bords du Rhin ; des villes florissantes seront brûlées, la terre restera inculte, les hommes tomberont sur le champ d'honneur, et les femmes les pleureront, si le vainqueur ne leur ordonne pas de rire. Cette guerre, qui menace l'Allemagne et la France, sera une guerre à mort, une guerre de Trente Ans ; et celui des deux peuples qui restera debout, portera sur le front le signe de Caïn : car ils étaient frères !

La portion saine, les hommes éclairés des deux pays sentent la vérité de tout cela, et, malgré ce sentiment, ils prévoient la possibilité de la guerre ; malgré la fraternité qu'ils se trouvent au fond du cœur, ils sont presque prêts à se railler pour s'attaquer ou se défendre l'un et l'autre. D'où vient ce cri de guerre entre la France et l'Allemagne, ce blasphème contre le génie des deux peuples, cette malédiction d'un frère contre son frère ?

La guerre de la Réforme avait épuisé l'Allemagne, et la France d'autrefois a exploité de la position malheureuse de

l'Allemagne pour lui enlever quelques provinces sur les bords du Rhin. Depuis ce moment, la France croit qu'il lui faut les bords du Rhin pour frontières, et elle profita de l'élan de la Révolution pour conquérir le reste des provinces allemandes du Rhin et atteindre ce qu'elle nomme depuis ses frontières naturelles. Elle en fut cruellement punie, car cette conquête lui coûta la sympathie de toute l'Allemagne ; elle lui coûta la sympathie des peuples. Et la France semble, de nouveau, toute prête à faire une seconde fois l'expérience que l'injustice est la politique la plus inhabile qu'on puisse imaginer.

Les deux conquêtes, l'une après la guerre de Trente-Ans, l'autre au commencement de la république française, sont cause qu'aujourd'hui la France est menacée de se voir attaquée par toute l'Europe, par les rois et les peuples à la fois. Jamais injustice et mauvaise foi ne furent plus cruellement punies.

Je suis loin de croire que la France de 1830 veuille reprendre les provinces rhénanes ; que la *majorité du peuple* se jettera, à la première occasion, sur l'Allemagne pour essayer de forcer encore quelques milliers d'Allemands à subir un gouvernement étranger. Non, je ne voudrais pas injurier le peuple français, en lui supposant assez peu de droiture pour qu'il pût, de bonne foi, avoir de telles prétentions, et assez de perversité pour les mettre à exécution, en proclamant un principe qu'il n'admettrait que pour l'exploiter.

Mais si la masse du peuple français ne veut pas d'une guerre de conquête, il y a des partis politiques en France qui ont été assez habiles pour faire croire que les provinces rhénanes appartiennent à la France, comme une portion du territoire français, et d'autres qui ont besoin de la guerre pour conquérir, non pas les provinces rhénanes, mais tout simplement la France même. Et par malheur ces partis gouvernent presque exclusivement la presse, et font ainsi croire à l'Europe que la majorité du peuple Français partage l'opinion de quelques hommes assez riches, assez puissans ou assez habiles pour se créer un journal, ou pour se mettre à la tête d'un journal existant. On ne sait pas toujours, à l'extérieur, que chaque rédacteur en chef d'un grand journal français est un petit pacha à trois queues, qui gouverne son pachalick litté-

raire, selon son bon plaisir, et celui d'un divan de quelques actionnaires; et que l'intérêt de la France et l'opinion publique se traduisent le plus souvent en intérêt du divan et en opinion du pacha, et que la France n'a le droit d'avoir une opinion à elle que dans le cas où cette opinion est par hasard celle de M. le rédacteur en chef, de son protecteur-ministre, ou de son divan d'actionnaires. Louis XIV disait : « La France, c'est moi ! » Aujourd'hui on dit : « La presse, c'est la France ! » et une demi-douzaine de pachas journalistes pourraient dire : « Et nous, nous sommes la presse, ainsi nous sommes la France ! » Nous verrons encore d'autres parodies de ce mot célèbre du grand roi, qui a si bien su régner et gouverner, qu'après lui, ses descendans trouvèrent la France épuisée, et qu'au bout de quelques années, cette même France, dont Louis XIV disait : « c'est moi ! » demanda la tête du petit-fils du grand roi pour la jeter aux pieds de l'Europe royaliste.

Le parti de la guerre, en France, trouve son appui le plus solide dans la presse radicale et libérale.

Les radicaux sont forcés de proclamer quelques principes du XIX^e siècle sur la justice, sur la souveraineté du peuple, et ainsi de suite. « Point de conquête ! » fait partie du code radical. Ainsi donc, l'Allemagne peut être tranquille du côté des radicaux, car ils sont hommes de principes, avant tout, et ils ne fléchiront pas, même devant quelques sacrifices. « Périssent le monde plutôt qu'un principe ! » voilà la traduction du mot radicalisme ; et alors la France radicale se gardera bien de faire une brèche à son principe sacré : « Point de conquête ! » en conquérant les provinces rhénanes. Les radicaux (1) tiennent plus que tous les partis à cette conquête, et il est curieux de voir par quelles manœuvres assez

(1) Je demande pardon à ceux des radicaux qui ne pensent pas comme le *National*. Le nombre n'en est pas petit, je le sais, mais le *National* est regardé comme l'organe du radicalisme français, quoiqu'il ne le représente pas davantage qu'en général la presse ne représente la France.

Il y a encore quelques autres organes secondaires du radicalisme français, mais ils ont, comme organe de parti, moins d'importance que son grand journal.

habiles ils cherchent à sauver le principe, ou plutôt les apparences.

J'ai publié, il y a quelques mois, une brochure sur la question en litige. Elle était adressée à M. Arago, qui avait promis de me répondre et de me réfuter. En attendant, le *Charivari* et le *National* se sont chargés de me prouver comment on peut être très radical, et, à la fois, se permettre quelques petites conquêtes, si l'occasion s'en présente, le tout sans blesser le moins du monde le principe sacré : « Point de conquête ! »

» Une conquête ? Oh ! loin de nous ! Les provinces rhénanes veulent être absolument françaises, si nous les admettons gracieusement dans la nationalité française, on aurait tort de nommer cela une conquête. » Il ne manque donc plus que de démontrer que ces provinces allemandes veulent absolument être françaises. Le *Charivari* s'en charge et prouve qu'il connaît ce pays par cœur, et que moi, qui y suis né, qui y ai vécu pendant 27 ans, qui y ai mes parens et mes amis, je me trompe sur tout ce que j'ai cru voir et comprendre ; en un mot, que ces provinces veulent être, que dis-je ? que ces provinces sont déjà françaises, et que vraiment les Allemands, en s'opposant à ce qu'elles suivent leur penchant naturel, commettent une injustice criante. Tout cela serait parfaitement bien, très habile, très curieux à lire surtout, et tout-à-fait digne du *Charivari*, qui, selon M. Odillon-Barrot, n'est pas le journal le moins sérieux, s'il ne s'agissait pas, par hasard, d'une question de laquelle dépend l'avenir de la France et de l'Allemagne, peut-être celui de la civilisation européenne.

Le *National* ne va pas aussi vite que son collègue le *Charivari*. Dans un compte rendu sur ma brochure : « La France, l'Allemagne et les provinces rhénanes, » il s'exprime ainsi :

« Que la France donc, dit l'auteur en terminant, ayant de marcher en avant, déclare solennellement devant Dieu et l'univers qu'elle ne violera pas l'intégrité du territoire allemand ; qu'elle renonce à ses prétentions sur les provinces rhénanes ; qu'elle sera l'amie de l'Allemagne une et indivisible, alors se dressera au-devant du drapeau de la

» révolution française, celui de la révolution allemande, et la
» France n'aura pas besoin d'aller vaincre en Allemagne les
» ennemis de la liberté et du progrès.

«Voilà une question nettement posée, et c'est l'Allemagne
» qui la pose ainsi par la plume de M. Venedey. A cela, la
» France n'a qu'une chose à répondre, c'est qu'elle n'a pas be-
» soin d'agrandir son territoire, et que la démocratie française
» ne fera violence à aucun peuple. *Tous, et le peuple allemand,*
» *comme les autres, seront les maîtres de se constituer selon*
» *leur volonté librement manifestée dans les congrès respectifs.*
» L'Allemagne une et indivisible, qui n'est qu'un corollaire
» de la France libre et organisée démocratiquement, *trou-*
» *vera toujours en nous son plus ferme appui contre les entre-*
» *prises combinées des monarchies et des aristocraties alle-*
» *mandes.*

» Quant à la question particulière des provinces rhénanes,
» elle est complexe : *ces provinces sont allemandes par tout*
» *ce qui constitue la nationalité d'un peuple ; mais, par leur*
» *position, elles intéressent la sûreté de la France, et leur*
» *amitié lui est trop nécessaire pour qu'elle puisse jamais*
» *songer à les blesser, à les traiter en pays conquis.* De deux
» choses l'une, ou elles nous seront favorables, ou elles nous
» seront hostiles ; dans le premier cas, et c'est le seul proba-
» ble, c'est même plus qu'une probabilité de l'aveu même de
» l'Allemagne, c'est une certitude : dans le premier cas, *elles*
» *seront pour nous comme une frontière vivante, plus forte*
» que toutes les forteresses et que tous les cordons militai-
» res ; si, au contraire, elles nous étaient hostiles, une fois
» conquises, il faudrait les contenir dans l'obéissance par des
» moyens coercitifs ; elles seraient donc un embarras de plus ;
» et, bien loin de défendre notre frontière, elles seraient
» toutes prêtes à l'ouvrir à nos ennemis.

» Quand le jour viendra de reconstituer l'Europe sur ses
» véritables bases, *les provinces du Rhin choisiront elles-*
» *mêmes le centre politique dans lequel elles voudront entrer.*
» La seule chose à laquelle la France ne puisse jamais consen-
» tir, c'est que ses ennemis s'en fassent une arme contre elle,
» car c'est pour elle une question d'existence, et non seule-
» ment pour elle, mais pour l'Allemagne elle-même qui ne

» peut être libre et réaliser sa nationalité qu'autant que la
» France sera victorieuse et puissante. Ainsi donc, l'intérêt
» des deux pays est ici le même ; tout les sophismes, tous les
» mensonges des alliés tombent d'eux-mêmes devant ce sim-
» ple raisonnement.

» C'est là, du reste, nous le reconnaissons, une question
» ardue et capitale, et nous y reviendrons, car elle veut être
» éclaircie et traitée avec plus d'étendue et de maturité
» qu'elle ne saurait l'être dans un compte rendu. » (*National*,
13 nov. 1840.)

La *Gazette d'Augsbourg*, après avoir traduit en partie l'ar-
ticle du *National*, m'accusait de *trahison envers la patrie* et
reprochait aux réfugiés allemands, de mettre leur savoir poli-
tique au service de l'orgueil français et de son désir de
faire des conquêtes (1).

Voilà les deux extrêmes : les ultras de l'Allemagne et les
radicaux de la France, ou, pour dire plus juste, les radicaux
du *National*. Tous deux, les uns volontiers et les autres sans
s'en apercevoir, font leur possible pour conduire l'Europe
coalisée à une guerre à mort contre la France.

Analysons d'abord un peu l'article du *National*, *un des plus*
raisonnables que ce journal ait jamais imprimés sur cette
question : « ardue et capitale. »

D'abord il en convient : « *ces provinces sont allemandes*
par tout ce qui constitue la nationalité d'un peuple. » C'est un
progrès, car le *Charivari* disait, quinze jours auparavant,
qu'elles étaient françaises d'âme, de cœur, d'esprit, de chair
et d'os. Le *National* lui-même n'avait jamais admis aussi
clairement la nationalité allemande de ces provinces, et il
s'en est bien repenti le jour après. Mais poursuivons d'abord
l'analyse de l'article en question. Après avoir dit : ces pro-
vinces sont allemandes, le rédacteur du *National* ajoute un :
mais, qui est vraiment curieux ; « *mais*, par leur position,
elles intéressent la sûreté de la France, et leur amitié lui est

(1) Les amis du *National*, malgré le miel du compte rendu cité, me ju-
gèrent probablement digne d'un autre titre, un peu plus ronflant, et j'en con-
nais qui me reprochèrent sans difficulté de *trahison envers le genre hu-*
main, envers la liberté, le progrès et la civilisation. Ouf!

trop nécessaire pour qu'elle puisse jamais songer à les blesser, à les traiter en pays conquis. »

Voyons : ces provinces sont allemandes, mais elles intéressent la sûreté de la France, c'est pourquoi on ne les traitera jamais en pays conquis. Cela est un non-sens. La question n'est pas de savoir comment vous pensez traiter le pays, mais de répondre, si vous pensez le conquérir, oui ou non. Il peut y avoir en France des provinces, qui intéressent essentiellement la sûreté de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne ou de la Belgique ; et il serait assez curieux que l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne ou la Belgique vinsent dire à la France : « ces provinces sont françaises, MAIS elles intéressent ma sûreté, je ne les TRAITERAI donc jamais en pays conquis. » Que dirait de cela la France, que diraient les radicaux ?

Quelques lignes plus loin, la pensée intime qui conduisait le rédacteur du *National* à ce : *Mais* devient plus claire ; il continue : Si la France a la sympathie de ces provinces, « elles seront pour nous comme une frontière vivante. » L'auteur ne s'exprime pas assez clairement ici, et nous ne savons pas trop s'il veut faire d'une province qui appartient à l'Allemagne la frontière vivante de la France. Nous ne le croyons pas, et nous ne craignons pas de nous tromper en supposant qu'il pense à cette frontière vivante comme à une province, qui sera nécessairement française : car il dit, en terminant son raisonnement assez embarrassé : « Les provinces du Rhin choisiront elles-mêmes le centre politique dans lequel elles voudront entrer. » Pour ce cas là, le *Charivari* viendra en aide à son ami et confrère, et se chargera volontiers de nous prouver, à nous autres Allemands des provinces rhénanes, que nous nous trompons, et que nous voulons absolument être Français.

Non, ces provinces du Rhin ne choisiront pas le centre politique dans lequel elles voudront entrer. Non, elles sont allemandes, et alors il n'y a plus de *Mais*, il n'y a plus de choix, et elles ne deviendront jamais françaises que par la force, par le droit de la conquête, et l'Allemagne sera là pour les disputer à ce droit par la force, et le dernier homme de cœur y passera avant que la France puisse dire

aux provinces rhénanes : maintenant choisissez le centre dans lequel vous voulez entrer.

Le raisonnement du *National* est si contraire à tout bon sens, qu'on n'a besoin que de le retourner pour montrer qu'il ne soutient pas la plus légère épreuve. L'Alsace est une province française, qui, sans contredit, est mille fois plus allemande que les provinces rhénanes ne sont françaises. Et maintenant supposons que l'Allemagne vienne dire à la France : « Je veux que l'Alsace choisisse le centre dans lequel elle voudra entrer. » Encore une fois, que dirait la France, que diraient surtout les radicaux ?

Ainsi, cet article, un des plus raisonnables, ou plutôt des plus habiles, que jamais le *National* ait imprimé sur cette question ardue et capitale, n'aboutit, si on l'analyse, qu'à prouver à l'Allemagne qu'en dernier lieu les radicaux du *National*, malgré tous les ménagemens, veulent la conquête d'une partie de l'Allemagne.

Le lendemain de la publication de cet article équivoque, le *National* semblait se repentir de son habileté ambiguë, et réimprima, en l'approuvant de tout son pouvoir, une partie d'une brochure de M. Edgard Quinet, qui se prononçait très clairement sur cette question capitale des provinces rhénanes. Depuis ce temps, il y a eu plusieurs autres articles dans le *National*, qui ont traité également la même question avec plus ou moins d'habileté, qui cherchaient tous à faire croire que le principe : Point de conquête ! restait debout pour le *National*, mais qui n'osaient jamais s'exprimer avec la franchise qui convient à la bonne cause. « Oui ! oui ! Non ! non ! hors de là tout est du mal. » (1).

(1) Le *National* a protesté, il y a quelques jours, contre l'accusation des patriotes allemands, qui lui reprochent de vouloir faire la conquête des provinces rhénanes. Cette protestation est encore équivoque, et évite surtout de parler des provinces rhénanes. En tous cas, elle ne fera pas oublier à l'Allemagne qu'il y a quelques mois, le *National* nommait encore les provinces rhénanes : la *Prusse française*.

Voici encore quelques extraits du *National* :

La France n'a rien abdiqué ; ni ses conquêtes de la révolution, ni sa grande initiative (*National* du 2 novembre 1840).

« J'offre de déposer tous les ans, au ministère de la guerre, une somme de 500 francs, à la condition que la France ira planter son drapeau sur

Avant de quitter le *National*, il faut encore répondre à un argument qu'on croit décisif : « L'Allemagne trouvera toujours en nous son plus ferme appui contre les entreprises combinées des monarchies et des aristocraties allemandes. » Malheureusement l'histoire de notre patrie nous apprend qu'il est dangereux de chercher un appui au dehors dans les questions d'intérieur. La France tenait le même langage aux protestans allemands du xvi^e et xvii^e siècles, et, en se proclamant le défenseur de la liberté allemande, elle arrachait au xvi^e siècle la Lorraine, et au xvii^e siècle l'Alsace à l'Allemagne.

Quand j'écrivais il y a huit mois la phrase citée par le *National*, je prévoyais la rupture de l'alliance anglo-française; mais je ne la croyais pas si prochaine. J'espérais alors avoir tout le temps de combattre un préjugé, si non national, au moins très enraciné chez certains partis. J'espérais convaincre les radicaux de bonne foi et les amener à abandonner une prétention si contraire aux principes fondamentaux de leur opinion politique. Le temps aurait pu déraciner ce germe de haine et de discorde entre la France et l'Allemagne, et alors l'Allemagne libérale aurait pu espérer trouver, dans les hommes à principes de la France, un appui contre les entreprises des monarchies et des aristocraties allemandes. J'ai mal calculé, je me suis trompé, en croyant les principes plus forts que les passions, et je n'ai nulle honte d'en convenir, mais en en convenant, je me vois forcé aussi à rétracter ce que j'ai dit il y a huit mois. Le préjugé de la conquête des provinces rhénanes, combattu et déraciné en France, une proclamation aurait rallié les amis de la liberté en Allemagne autour du drapeau de la France. Aujourd'hui *cela est impos-*

nos anciennes limites, et ne déposera les armes que quand elle les aura fait reconnaître. » Signé: Un patriote, (*National* du 3 octobre 1840).

« Que les Anglais ne viennent donc pas accuser un parti qui est toujours resté pur d'alliances antinationales, et qui prend ses règles de politique extérieure dans la conduite de Louis xiv, de la Convention et de Napoléon. (*Nat.* 10 décembre 1840). La France doit s'emparer de tout point stratégique qui puisse préserver son territoire. » (*Nat.* du 17 novembre 1840), (Comme, par exemple de Kehl, de Cassel, vis-à-vis de Mayence; de Wesel, etc., etc.)

sible; il faut que la France le sache, et je crois de mon devoir de le lui dire, la conclusion de ma première brochure pourrait l'induire en erreur; et des erreurs en politique, surtout là où il s'agit de la paix ou de la guerre, dépend trop souvent l'avenir du peuple qui se trompe. Je crois donc qu'aujourd'hui, après tout ce que l'Allemagne sait du desir manifesté par les partisans de la guerre, par les radicaux et les libéraux, de reconquérir les provinces rhénanes, la proclamation la plus solennelle, ne fera pas marcher les hommes de cœur du côté de la France contre l'Allemagne officielle. La patrie en danger, il n'y a plus de partis politiques, il n'y a que des hommes de cœur ou des traîtres. Cette conviction et ce résultat ne doivent étonner personne, si on considère comment on traite cette Allemagne, dont la France aura tant besoin.

M. Edgard Quinet, homme de talent et de conviction, ainsi que la chaleur de ses écrits semble le prouver, nous point, dans sa brochure, 1845 et 1840, la France, sous les couleurs les plus sombres. Tout va mal, tout s'abîme dans le goufre de l'égoïsme, la France décline à vue d'œil, son présent est miné, son avenir menacé, presque désespéré; le mal est partout, le bien nulle part. C'est effrayant, mais ne vous effrayez pas trop, car M. Edgard Quinet sait un remède prompt et facile, pour guérir cette pauvre France si malade. Et voulez-vous le connaître, son remède? Le voici : « A bas les traités de 1815! prenez les provinces rhénanes! » Et les journaux libéraux grands et petits, faisant chorus, battent des mains et crient : « Bravo! bravo! c'est cela, à bas les traités de 1815! prenons les provinces rhénanes! » Et cette petite conquête guérira la France, tout ira alors bien, le goufre de l'égoïsme se fermera naturellement, la France se relèvera, son présent ne sera plus miné, son avenir sera assuré, le mal ne sera plus nulle part, et le bien sera partout.

Oh oui! s'il n'y a pas d'autre moyen de sauver la France que celui de cette conquête des provinces rhénanes, il faudrait désespérer de son avenir, et cet avenir serait encore désespérant, si même elle pouvait jamais reconquérir les provinces rhénanes. Les ennemis de la France parlent beaucoup de la décadence de la France, et si on leur demande les pré-

ves, ils citent complaisamment des ouvrages comme celui de M. Edgard Quinet. Je ne suis pas appelé à constater si la position *intérieure* de la France est si malheureuse, comme M. Edgard Quinet, et le parti radical avec lui l'assurent. Mais s'ils ont raison de la peindre avec des couleurs si sombres, alors ils ont encore mille fois plus tort de chercher un remède *extérieur* contre une maladie *intérieure*. Si l'égoïsme vous mine, assurément la *conquête* n'est pas le moyen de changer un pays égoïste en un pays de dévouement. M. Edgard Quinet semble lui-même avoir senti la logique de ce raisonnement, et dans une seconde publication, *Avertissement au pays*, il commence par le commencement, c'est-à-dire par la réforme de la France. Mais je craindrais qu'il n'ait reculé que pour mieux sauter et que sa réforme ne doive aboutir qu'à un état de choses qui lui permettra d'employer son remède radical : « Prenez les provinces rhénanes ! » Car il nous dit : « Que si le pays ne se relève pas de 1815, c'est qu'en 1840 son plus grand mal est au dedans. » Ainsi donc guérissez le mal du dedans pour pouvoir déchirer les traités de 1815, et reprendre les provinces rhénanes !

Il y a encore dans la manière de voir du *National* et de M. Edgard Quinet une seconde contradiction plus extraordinaire que toutes les autres. « Tout va mal en France : le présent est miné, l'avenir menacé, désespéré. A bas les traités de 1815 ! Prenons les provinces rhénanes ! » Cela veut dire, pour les hommes de bon sens en Allemagne et dans les provinces rhénanes : « Tout va mal chez vous en France, c'est pourquoi nous vous prions de nous faire incorporer à la France ! » Aurai-je besoin d'insister sur le ridicule d'un tel raisonnement ?

Et toute cette criallerie est d'autant plus malheureuse pour la France, qu'elle est indigne d'un grand peuple. Si la France ne peut pas vivre sans les provinces rhénanes, qu'elle se prépare avec calme à les reprendre, ou à mourir, dans le cas où elle ne veut ou ne peut pas les reprendre. Il y aura de la grandeur dans l'une et l'autre manière d'agir ; mais faire tant de bruit avant d'agir, cela ne convient ni à la France de Louis XIV, ni à celle de la Convention, ni à celle de Napoléon, ni à celle de juillet. Il y a un dernier inconvénient dans ces cris de con-

quête. Les traités de 1815 sont humiliants pour la France sous plus d'un rapport. La France aurait donc raison de demander leur révision. Je ne sais pas si, pour arriver à cela, il faudrait crier bien haut : « A bas les traités de 1815 ! » Mais je sais que chaque fois qu'on ajoute à ce cri celui de : « Reprenons les provinces rhénanes ! », on fortifie les traités de 1815, les traités de l'Europe officielle, par l'assentiment de l'Allemagne non officielle. On est enfin parvenu, par ce double cri, à faire croire à l'Allemagne, qu'à bas les traités de 1815 et reprenons les provinces rhénanes ! ne sont que deux manières d'exprimer la même chose ; et, de cette manière, la France même a su donner à ces traités, dans ce qu'ils peuvent avoir d'injuste et de blessant pour elle, une sanction sur laquelle M. de Metternich ne comptait pas quand ils furent conclus.

J'ai voulu montrer sans ménagement les conséquences de cette menace perpétuelle de la France, ou plutôt du parti de la guerre en France contre l'Allemagne. Cherchons maintenant à nous rendre compte d'où vient que cette injustice contre un peuple frère a pu trouver une adhésion si universelle dans un parti qui se base sur des principes de justice et de liberté.

La France c'est moi, — et après moi le déluge ! voilà le mauvais génie du peuple français. Tous les partis de la révolution française commencent par dire : « La France c'est moi, et après moi le déluge ! » La révolution fit grandir cette France déjà si grande, et elle regardait autour d'elle, et elle ne voyait nulle part son égale. Mais le génie du mal se mit à son côté, et lui souffla une pensée de l'enfer, en lui disant : « Tout cela est à toi ! » et alors la France révolutionnaire se releva de nouveau en criant aux peuples : *L'humanité c'est moi, — et après moi le déluge !* La république fut agitée par cette pensée sans le savoir, sans s'en rendre compte. Pendant quelque temps, elle put se dire et se croire le propagateur du principe de la justice et de la liberté. L'établissement des républiques alliées de l'Italie laissa debout le principe ; mais la conquête des provinces rhénanes le heurta déjà de front ; bientôt il n'en resta plus de trace, et Napoléon croyait pouvoir dire à la fois comme Louis XIV : « La France, c'est moi ! » et comme la révolu-

tion : « L'humanité c'est moi ! » Cette pensée d'enfer avait produit son effet naturel et nécessaire. La France, qui n'avait pas compris que son rôle devait être celui du dévouement, se retrouva, au bout de sa course glorieuse de conquête, l'esclave d'un maître absolu.

Cette pensée de malheur : « *L'humanité, c'est moi !* » agite encore aujourd'hui la majeure partie des radicaux et des libéraux. Pour le prouver, je pourrais citer tous les journaux de tous les jours ; car il s'en trouve peu où l'on ne rencontre pas la pensée de *gouverner*, ou au moins de *régenter* l'Europe. Mais il suffit de citer quelques passages d'un écrit qu'un homme de cœur et de talent vient de publier, et qui, malgré son radicalisme, a su trouver de la sympathie jusque dans la *Presse* de M. de Girardin et des conservateurs par excellence. Voici quelques extraits de la brochure intitulée : *Nationalité française*, par Charles Didier.

« Le rôle imposant joué deux fois par Rome, d'abord dans la *société payenne*, puis dans la *société chrétienne*. Paris est appelé par la Providence à le jouer dans la société moderne ; transférée par les siècles des bords du Tibre aux rives de la Seine, l'*initiative humaine* appartient désormais à l'antique berceau du génie français : le 14 juillet 1789 a inauguré la *nouvelle reine* de l'Occident sur les ruines fumantes de la Bastille. »

Le mauvais génie de la France répond à ces phrases orgueilleuses : « l'humanité c'est moi, et après moi le déluge ! » Rome payenne a écrasé matériellement le monde, et Rome catholique l'a écrasé moralement. L'humanité a eu assez de ces deux Rome-là ; elle ne demande pas une troisième expérience avec la *nouvelle reine de l'Occident*, qui doit se charger de l'*initiative humaine*. L'*initiative humaine*, c'est l'essence, c'est la vie même de l'homme et de l'humanité, et la centraliser dans la nouvelle reine de l'Occident, ne dit autre chose que d'anéantir moralement le reste au profit de cette reine du monde.

Mais voyons un peu ce que M. Ch. Didier entend par initiative. Encore quelques extraits :

« Quel est le premier nom français qu'on lit au frontispice étincelant de la société romaine ? *Le nom d'un conquérant*,

celui de Brennus ! » Cet esprit de conquête est le souffle qui anime toute la brochure de M. Didier. C'est l'esprit français, s'il faut en croire l'auteur, car, « hardi toujours, parfois un peu téméraire, l'esprit français aspire à l'espace, il faut qu'il s'épande, *il faut qu'il s'impose* ; il est dans sa nature d'aller, d'aller toujours ; *il entre partout, s'immisce à tout* ; *il n'est heureux que s'il conquiert*, et bien qu'on ait refusé à la France le don de conserver ses conquêtes, cela n'est vrai que pour les conquêtes matérielles, car, pour les conquêtes intellectuelles, pour les conquêtes morales, il n'est pas une nation qui conserve plus opiniâtement les siennes ; une fois faites, elles lui sont acquises irrévocablement. *Le peuple français est une comète ardente et voyageuse qui entraîne dans son tourbillon toutes les planètes dont elle approche.* »

Mais l'esprit de cette comète ardente, il se pourrait qu'il ne fût pas très commode pour le monde. Je ne sache pas que de *s'imposer, d'entrer partout, de s'immiscer à tout*, soient des qualités dont on se glorifie ordinairement. Mais assurément le peuple qui *n'est heureux que s'il conquiert*, serait un peuple *condamné par la justice éternelle à être éternellement malheureux*. Oui, cet esprit de conquête, cette soif de l'empire vous fait blasphémer contre l'esprit du peuple français, qui heureusement n'est pas celui du parti de la guerre en France.

M. Ch. Didier nous montre, après avoir analysé l'esprit du peuple français, les conséquences de l'initiative française. Il serait trop long de le suivre par l'histoire de la France, et il suffit de citer le résultat de cette initiative qu'il donne lui-même. Nous sommes arrivés au commencement de la révolution, et l'auteur dit : « Si on voulait, avant de passer outre, récapituler tout ce passé et résumer en faits historiques l'action de la France, durant cette longue période préparatoire, on trouverait qu'outre Charlemagne, le grand et unique empereur d'Occident, la France a *donné* des empereurs à Constantinople et des rois à Jérusalem ; quinze papes à l'église universelle, une *dynastie conquérante* à l'Angleterre, *deux* au royaume de Naples, *une autre* à l'Espagne, des rois à la

Pologne, des princes à la Grèce, à l'Italie, des ministres et des capitaines à tous les états.»

C'est dommage que M. Ch. Didier s'arrête en si beau chemin, car il pourrait continuer et dire : Dans ces derniers temps la France a donné à l'Europe un empereur imitant Charlemagne aussi bien que possible, un roi à l'Espagne, un autre à la Hollande, un troisième à la Westphalie, un quatrième à la Suède, un cinquième à Naples, et presque un sixième au Portugal. En un mot, au commencement du XIX^e siècle, il y a tout juste une trentaine d'années, la France était une vraie pépinière de *dynasties conquérantes*.

Et voilà pourquoi l'Europe a le droit de demander des garanties à la France, et surtout la garantie de la paix, aussi longtemps que la France n'a pas renié ces passions de conquête, exaltée par certains partis politiques.

M. Ch. Didier, vers la fin de sa brochure, semble sentir qu'il faut s'arrêter, et il nous dit un peu tardivement :

« Certes il faut se garder de faire de l'exclusion et d'immoler à la France les autres membres de la famille européenne, ce serait un point de vue faux et à la fois mesquin. » Cela serait tout autre chose, ce serait un *égoïsme monstrueux*, un crime horrible; et à ne parler que d'un point de vue faux et mesquin, là où il est question d'immoler la famille européenne aux pieds de la France, cela prouve que cette ivresse impériale n'est pas encore tout à fait dissipée, et qu'elle ne permet pas encore de distinguer ce qui est juste de ce qui est injuste, ce qui est un crime horrible, de ce qui n'est qu'un point de vue mesquin.

M. Ch. Didier poursuit :

« Chaque peuple a sa mission sur la terre, et chacun fait son œuvre; chacun apporte sa pierre à la grande pyramide humaine; mais la providence a voulu qu'un fût toujours à la tête des travailleurs, afin d'imprimer le mouvement général et de frayer les sentiers. Ce n'est qu'à cette condition que la civilisation peut agir avec ensemble et sur un plan commun; autrement il y aurait morcellement, anarchie. L'Inde, puis l'Égypte ont tenu, chacune à son tour, le bâton de comman-

dement. L'Égypte l'a passé à la Grèce, qui l'a passé à l'Italie; Rome ne l'a perdu une fois que pour la ressaisir une seconde.

» Et le tour de la France est enfin venu ! »

Voilà donc à la fin, comme au commencement, Paris appelé à jouer au XIX^e siècle le rôle de *Rome païenne et catholique*.

M. Ch. Didier appartient au parti qui n'a plus le droit de se dire républicain. Il serait curieux de savoir par quelle espèce de logique il base son système politique des affaires intérieures, sur le principe de l'élection, tandis qu'il base celui des affaires extérieures sur le principe absolu. Républicain en France et pour la France, et monarchiste, partisan de la reine de l'Occident pour l'Europe.

« L'humanité c'est moi ! »

Oui, il faut à l'humanité un plan commun, il lui faut une impulsion générale. Mais pour cela il ne suffit pas de dire : « C'est nous qui commandons ; à nous l'initiative humaine ! » L'humanité demande, comme les hommes, une organisation et pas un maître absolu. Et le plus grand obstacle à cette organisation c'est le parti de l'absolutisme tant intérieur qu'extérieur. Les rois, le czar à leur tête, ne disent pas autre chose que M. Ch. Didier, que les représentans du parti de l'absolutisme extérieur de la France, car eux aussi ne demandent pas davantage que l'initiative humaine, et au fond il ne s'agit, pour le reste de l'humanité, qui, par hasard, n'est pas tout entière à Paris, que de changer de maître.

Dans les dernières quatre pages de sa brochure, M. Ch. Didier cherche enfin à rassurer le monde. « La grandeur a ses écueils, et la France s'abuserait, elle attirerait sur sa tête de nouvelles calamités, si elle prétendait, en vertu de son initiative, violer les nationalités rivales et s'imposer à l'Europe. Elle voulut le faire sous l'empire; l'Europe alors s'est révoltée, et le coursier du cosaque a bu les eaux de la Seine. La France ici n'est que le représentant d'une idée, et la France n'est reine du monde que parce que cette idée est reine de l'avenir; or cette idée est la démocratie. En acceptant l'initiative française, c'est donc à un principe que l'Europe rend hommage, c'est à la démocratie, dogme régéné-

rateur et trois fois saint, destiné à laver les souillures du présent et à retremper la vieille humanité.»

Qu'est-ce que la démocratie ? C'est le principe d'une justice égale pour tous ; c'est le principe de la liberté individuelle, soumis à la loi de tous, pour garantir le bonheur de tous ; c'est le principe de la représentation du peuple, pour les affaires intérieures, et *des peuples pour les affaires extérieures*. La démocratie demande donc justice, liberté individuelle, et représentation pour tous les citoyens et tous les peuples. Ce principe alors s'oppose à ce qu'un peuple, qu'une ville, viennent dire au monde entier : « *Moi, je suis le roi, la reine du monde ; moi, j'ai l'initiative humaine !* » S'arroger, sans être élu, ce droit là, c'est s'imposer au monde, et je craindrais que si jamais la France l'essayait une seconde fois, l'Europe n'eût l'inconcevable hardiesse de se révolter une seconde fois, et, pourquoi ne pas le dire, que le coursier du Cosaque ne bût de nouveau les eaux de la Seine.

Oui, il y a pour le xix^e siècle une belle et grande vocation à remplir, plus grande que celle *d'une reine du monde* ; c'est-à-dire celle du *serviteur du monde* ; et cette vocation attend celui qui voudrait se dévouer en s'en chargeant. « Le dernier sera le premier ! » Oui, il y a aujourd'hui un principe qui pourrait devenir l'*initiative* de l'avenir, et c'est celui de la *justice* ; et le peuple qui le premier dira : « Je serai dès aujourd'hui le *serviteur de la justice du monde*, je me dévoue pour mes frères, et là où il y a une injustice, là, où il y a un peuple faible qu'un fort cherche à écraser, je serai du côté du faible. » Ce peuple là aura l'*initiative* de l'avenir. Mais celui qui a dit : « le dernier sera le premier, » a ajouté : « et le premier le dernier ! » Et le peuple qui s'arrogera le droit de la royauté des peuples, ce droit « *que Rome a exercé deux fois,* » le peuple qui dira : « l'humanité, c'est moi ! » sera l'ennemi de la justice et des lois démocratiques, et bientôt il ne trouvera plus que des ennemis au lieu de frères.

Cette initiative française, qui a commencé par un *conquérant*, Brennus, et qui a produit, il y a quelques années un *conquérant*, Napoléon, est le plus grand malheur de la France, car cette *gloire* aveugle trop souvent les hommes de cœur, et ne leur permet pas de voir l'abîme vers lequel ils sont en-

traînés. La France de juillet doit apprendre enfin, que la France de l'Empire n'a vu les Russes à Paris, que parce qu'elle ne connaissait que cette *initiative française*, qui voulait faire de Paris une troisième Rome, *la reine du monde*.

Les partisans républicains de la reine du monde, doivent nécessairement vouloir la guerre pour arriver au but de leur principe d'initiative humaine. Une dernière citation de M. Ch. Didier nous permettra de nous passer de bien d'autres, que nous pourrions trouver dans le premier grand journal des radicaux ou des libéraux.

« O France, *nouvelle Rome de l'Occident* ! toi que la providence appelle à administrer aux nations régénérées l'auguste baptême de la rédemption populaire, rends-toi digne de ta grande mission, et comprends-la bien, pour bien la remplir. *Il ne s'agit plus aujourd'hui de suprématie matérielle, le temps des brutalités est passé*. L'avenir te convie à de plus nobles conquêtes ; les conquêtes du sabre que sont-elles auprès de celles de la pensée ! Et si quelque *nation rétive* *regimbait contre les aiguillons* et te jalousait, montre lui tes cicatrices, tes blessures encore saignantes, et dis lui d'en montrer autant. »

« Ah ! certes, jamais honneur ne fut mieux acquis, plus chèrement payé ; mais n'oublie pas, nation ardente, nation mobile, que si cher qu'il coûte, il peut se perdre, et que le sceptre échappe aux mains indignes. L'initiative humaine n'est pas une sinécure, c'est une fonction laborieuse au contraire, une magistrature pénible ; et la tâche serait moins glorieuse si elle était moins rude. Il ne suffit pas *pour régner* de dire : *je suis roi !* il faut *tirer l'épée à propos et marcher au premier rang*. »

« Tire donc l'épée, puisqu'on t'y force. O France, noble France, réveille toi ! » etc., etc.

J'aime à citer ce passage, car il prouve que les hommes de cœur du parti radical qui veulent l'initiative humaine, qui veulent les provinces rhénanes, qui veulent la guerre, sont de bonne foi dans leurs professions contradictoires de principes de démocratie, et de sentimens d'absolutisme. Ils se trompent, ils s'abusent eux-mêmes. Ne s'agit-il pas tout simplement d'une *suprématie morale* et non des *conquêtes du sabre*,

d'une magistrature pénible et non d'une sinécure. Oui, j'aime cette erreur, car sans elle, il serait impossible d'expliquer comment le principe démocratique peut être au service de la reine du monde. Il y a contradiction entre les *principes* et les *sentimens* de ce parti ; les *principes* sont la conséquence des idées généreuses du XIX^e siècle, et les *sentimens* sont la conséquence d'une histoire de plus de 19 siècles, qui commence par un conquérant et qui finit par un conquérant.

Ces sentimens, nous les voyons partout agir à côté du principe, le gouverner, le subjuguier. Et au moment où M. Ch. Didier croit le proclamer comme l'agent unique de son parti, il ne peut s'empêcher de nous menacer de la nouvelle Rome d'Occident, de la *suprématie morale*, tant il est vrai qu'il faut toujours à la France une suprématie ! En concluant, l'auteur nous fait espérer une dernière explication, car nous y apprenons qu'il ne suffit pas pour régner de dire : je suis roi, j'ai l'initiative humaine ! Que faut-il donc encore davantage ? M. Ch. Didier répond : « Il faut tirer l'épée à propos, et marcher au premier rang » ; et voilà tout (1).

(1) Je ne voudrais pas qu'on puisse m'accuser d'avoir tronqué les idées de M. Charles Didier, c'est pourquoi je citerai encore la fin de sa brochure, qui est belle de style, et qui accuse en général des principes nobles, mais qui ne peut pas faire oublier ces idées de conquête qui sont le fond de toute sa brochure.

Voici les derniers paragraphes de l'ouvrage de M. Ch. Didier :

« Tire donc l'épée, puisqu'on t'y force. O France, noble France, réveille-toi ! Sors du sommeil léthargique où t'ont plongée les sophismes de la ruse et de l'avarice, secoue les mauvais rêves dont elles t'ont bercée, reprends ton œuvre commencée : les temps approchent, ils sont peut-être arrivés. Un frémissement sympathique électrise les peuples ; je ne sais quels heureux pressentimens les agitent, ils s'attendent à de grandes choses ; tous ont les yeux sur toi. Songe à ta mission suprême et à la grandeur de ta destinée ; sur toi reposent la liberté, l'égalité, la fraternité, trinité nouvelle qui n'a eu encore que des martyrs et qui aura bientôt des autels. Tu es la libératrice des peuples : en toi seule, ô France ! git leur espoir, et tu ne pourrais te manquer à toi-même sans leur manquer à tous. Songes-y bien, la faiblesse ici serait de la trahison, car tu as promis ton assistance aux opprimés du monde ; tu leur as dit : Venez à moi ! tu leur as tendu la main ; voudrais-tu la leur retirer ? non, tu en rougirais toi-même, car tu es probe, tu es fidèle, et d'ailleurs tu ne le pourrais pas sans périr. La guerre qui gronde à l'horizon est une guerre nationale, c'est plus encore : c'est la guerre sainte de la démocratie ; voilà pourquoi nous devons être pleins de confiance et de

« Il ne s'agit plus aujourd'hui de suprématie matérielle, le temps des brutalités est passé. » Et votre Bastille monstre, et cette brutalité sans exemple de 2,000 canons, enchassés comme des bijoux à la ceinture de votre reine de l'Occident.

Non ! désabusez-vous. Fouillez au fond de vos entrailles et vous y trouverez une pensée d'oppression contre les peuples, contre le monde. Combattez-là vous-même, arrachez-là de votre cœur et ensuite venez dire à l'humanité : « Je suis prêt à me sacrifier, non pour régner, mais pour obéir à la loi de la justice, de la vraie démocratie, je suis prêt à me donner au bonheur de tous. » Et alors les peuples vous entendront et combattront à côté de vous, si le combat pour la justice, pour le droit de l'homme et des peuples est nécessaire. Mais au contraire : posez-vous comme humanité, parlez de votre initiative humaine à vous, de votre reine du monde, de votre Babylone imitant Rome, et les peuples vous entendront également et se rallieront du côté de vos ennemis. Et ils auront raison, car la différence entre vous et eux n'est plus autre chose qu'un esclavage moral vis-à-vis d'un esclavage matériel, qu'un despotisme au nom des principes démocratiques en face d'un despotisme au nom des principes du droit divin, qu'un mensonge en face d'une violence. Et plutôt

sécurité L'humanité ne saurait revenir sur ses pas : les progrès faits sont le prélude des progrès à faire. L'Europe des princes se coalise en vain contre l'Europe des peuples ; elle conspire sa propre ruine, elle-même en donne le signal. »

« Rassurez-vous donc, nations éplorées ; la démocratie vivra, et vous vivrez avec elle. Géant surpris et garrotté par les pygmées, la France à genoux dépasse encore de toute la tête ses ennemis et les vôtres. Ayez donc foi en elle, et soyez sans crainte. Le char sanglant des réactions roule, il est vrai, sur vous et sur nous ; mais les principes sont en présence, les ennemis se connaissent, les forces se mesurent ; la position de chacun se dessine au grand jour. Accident horrible, mais passager, la propagande des trônes n'est que le prélude d'une sainte et touchante croisade, celle des peuples, et ne retardera que d'un jour l'accomplissement des lois nécessaires dont le triomphe est assuré. Ne voyez-vous pas que le réseau de fer jeté sur l'Europe est rongé de rouille, et que la maille en est rompue en mille endroits ? Une secoussé encore, et il vole en éclats. »

M. Ch. Didier, et tous ceux qui pensent comme lui, se trompent eux-mêmes sur leurs *sentimens* en se fiant à leurs *principes*. La guerre que je me vois forcé de leur faire aboutira alors peut-être à la victoire de ces *principes* généreux, au dépens de leurs *sentimens* de conquêtes et d'égoïsme.

l'esclavage matériel que l'esclavage moral, plutôt la violence que le mensonge ! Que la France apprenne bien qu'il y a aujourd'hui *des peuples frères*, et non une *reine du monde*, et les peuples marcheront avec elle contre tous les ennemis de la justice et de la vérité !

J'ai cherché à démontrer l'erreur du parti radical qui, par ses penchans, ses sentimens d'oppression, de conquête, d'initiative humaine, puisque ce mot est plus doux à l'oreille, marche tout droit vers la guerre. Ne dites pas que la guerre qu'il prêche aujourd'hui n'est que le résultat de la politique européenne, qui a su isoler la France, car le parti radical a voulu la guerre dès le lendemain du 29 juillet, et son but d'alors est encore celui d'aujourd'hui : *l'initiative humaine* et les *provinces rhénanes* ! Le traité du 15 juillet a renforcé et augmenté le parti de la guerre en France de toute la gauche libérale, qui, dans les derniers temps s'était enfin laissé apprivoiser par M. Thiers. Et M. Thiers, de même que les radicaux du *National*, est convenu publiquement que la France a manqué l'occasion de revenir sur les traités de 1815, c'est-à-dire de reprendre les provinces rhénanes. Le fond des idées est ici le même que chez les radicaux du *National*, et il n'y a de différence que du plus au moins ; car j'imagine que M. Thiers laissera de côté l'initiative humaine à condition qu'on lui permette de reconquérir d'abord les provinces rhénanes.

Le parti de la guerre, malgré son influence prépondérante sur la presse, n'est assurément en France, matériellement parlant, que la minorité. La masse du peuple Français, gouvernée par les intérêts, ne desire pas la guerre. Les cris isolés de quelques voix perdues pendant la cérémonie de l'enterrement de l'Empereur, en sont une preuve ; la possibilité d'un ministère Guizot en est une autre plus concluante encore. Mais le parti de la guerre est actif, hardi et entreprenant, et c'est pourquoi il n'est pas dit encore qu'il ne reprendra pas demain peut-être les rênes de l'État.

Alors la guerre commencera, guerre à mort entre *les peuples*, et surtout entre le peuple allemand et le peuple français. Que Dieu nous en préserve !

Mais tout ce qui se fait en France semble la provoquer ; et le parti de la paix lui-même travaille assez souvent pour la

guerre. Certes, M. de Lamartine est un des partisans les plus nobles et les plus chaleureux de la paix, et il doit avant tout désirer la sympathie de l'Allemagne pour la France ; mais l'orateur-poète qui revendique pour sa patrie : *le courage, la hardiesse guerrière de l'attaque*, accorde à cette pauvre Allemagne : *la défense timide* ! — Oui, *la défense* ! et nous autres Allemands nous nous en glorifions, car la défense, c'est la justice, et trois fois digne celui qui attend jusqu'à ce qu'on l'attaque ! Mais *la défense timide*, Monsieur de Lamartine ! ne semble pas être le caractère du peuple qui a su se *défendre* tout seul, et barbare qu'il était, contre Rome, la reine du monde et de la civilisation, qui s'est *défendu* contre les Huns, contre les Sarrazins, contre les Slaves et contre les Français, oui, contre les Français de Napoléon ! *La défense timide* n'est pas le mot pour des batailles comme celles de *Bautzen, de Lutzen, de Dresde, de Ligny, ou, battus et écrasés, le vaincu de la veille revient le lendemain pour battre et écraser son ennemi victorieux*. Ce mot de *défense timide* pour l'Allemagne, dans la bouche du poète dont les paroles resteront, a fait battre d'impatience le cœur et rougir de honte le front de milliers de jeunes gens en Allemagne. Oh ! n'injuriez pas cette Allemagne qui attend jusqu'à ce qu'on l'attaque, car l'injure est l'attaque la plus blessante.

En France, on connaît peu l'Allemagne, et c'est un malheur pour les deux pays, car la France, en parlant de l'Allemagne, la blesse à chaque instant sans le savoir. Les feuilletons de M. Frédéric Soulié, de M. Alexandre Dumas et les articles des journaux et revues qui n'ont d'autre but, ou au moins pas d'autre résultat, que d'amuser pendant quelques instans le lecteur oisif, ont assez souvent une autre portée en Allemagne et produisent un effet que la Russie paierait bien cher, si on voulait se vendre pour le produire. L'Allemagne suit la France pas à pas, elle connaît ses pensées publiques et secrètes, elle traduit ses auteurs et lui rend justice et hommage. Et la France parle de l'Allemagne, de ce pays de brouillards et de philosophie comme de quelque chose de fabuleux, comme d'une contrée de l'autre monde et d'une autre civilisation, et se raconte ou se laisse raconter par M. Alexandre Dumas et ses

collègues des histoires de barbares et de sauvages. Et après en avoir bien ri, les orateurs de la Chambre viennent répéter ces contes, sans savoir au juste où ils les ont pris. Il y a très peu d'articles littéraires, artistiques ou politiques de quelque portée sur l'Allemagne, où il n'y ait pas au fond un ridicule, un mensonge ou une injure pour le peuple allemand. L'ignorance dans laquelle la France reste sur tout ce qui a rapport à l'Allemagne, est en elle-même une preuve du peu de cas qu'elle fait de son voisin, et si cette ignorance s'arroge le droit de régenter ou de ridiculiser celui qu'on ne connaît pas, alors on peut être sûr de produire un effet conforme aux vœux de la Russie, de l'Angleterre et de tous ceux qui veulent que la France trouve à la première occasion un ennemi dans le peuple allemand. Et ces effets sont de nouveaux auxiliaires du parti de la guerre et n'en sont pas les moins efficaces.

Espérons que le danger qui pèse en ce moment sur les deux peuples, les éclairera tous deux, et qu'un jour viendra où ils se rendront justice l'un à l'autre. Ce jour là la cause des peuples aura vaincu tous ses ennemis, et la Russie, comme l'Angleterre, seront arrivées au bout de leur carrière de conquête et d'oppression.

III.

LE PARTI DE LA GUERRE EN ALLEMAGNE.

Le parti de la guerre en Allemagne, de la guerre contre la France, se compose d'abord de l'Allemagne officielle. Les chancelleries de Vienne, de Berlin et de Francfort ne pardonneront jamais à la France d'avoir fait ses deux révolutions, qui leur ont coûté tant de beaux privilèges et tant de veilles et de sueurs pour sauver le reste. Le gouvernement de la France, le gouvernement de juillet a fait son possible pour gagner la confiance de l'Europe officielle; il a sacrifié la Pologne, abandonné l'Italie, il a cherché à miner la révolution de l'Espagne, mais il n'a pu faire oublier sa propre origine, et surtout il n'a pu convaincre l'Europe qu'il avait réussi complètement à escamoter la révolution française. En un mot, malgré toutes les démonstrations d'amitié, le gouvernement de juillet est regardé par l'Europe officielle comme

un gouvernement révolutionnaire, un gouvernement illégitime et parvenu, et les royautes-grands-seigneurs n'oublieront jamais que la royauté-bourgeoise, malgré tout ce qu'elle a fait, est le résultat de la révolution. Ils cherchent depuis longtemps et chercheront toujours à *détruire la révolution par la dynastie de juillet, et la dynastie de juillet par la révolution pour les enterrer toutes les deux dans la même tombe.*

Et toutes les deux, la révolution française et sa dynastie révolutionnaire, marchent à la destruction l'une de l'autre au plus grand profit de l'ennemi commun.

À côté de l'Allemagne officielle se trouve un parti qui a survécu à la haine légitime de 1813 contre Napoléon et l'oppression de la France. Ce parti que nous nommons les *Teutschthümmler*, ou aussi les *Altteutschen* (les Teutomanes) est essentiellement national, à peu près dans le même sens que les partisans des principes du *National* en France. La liberté lui semble secondaire; la nationalité avant tout, mais une nationalité un peu moyen-âge. Il croit entre autres que les traités de 1815 ne vont pas assez loin, et qu'avant tout l'Allemagne doit revendiquer l'Alsace à la première occasion qui se présentera. Ce parti a fait grand bruit depuis 1815 jusqu'en 1822, époque à laquelle il a commencé à se ployer, en se faisant petit, et quelquefois en abjurant ses anciens principes, et en adoptant ouvertement ceux de l'Allemagne officielle.

M. le professeur E. M. Arndt à Bonn en est le représentant le plus digne; car lui, il a su supporter, sans se plaindre, mais aussi sans ployer, la disgrâce qui le poursuivait depuis la mort de Kotzebue, qu'on mettait sur le compte du parti des *Teutschthümmler*, teutomanes. Les autres représentants sont moins nobles, moins dignes que le vieux poète-professeur; car bien peu ont su comme lui rester inébranlablement fidèles à leur principe pendant les mauvais jours.

On explique alors, sans effort, pourquoi les gouvernemens se sont adressés à ce parti ou à ses débris, dès que les chances de guerre les menaçaient de nouveau. La nationalité, quelques principes de liberté de moyen-âge, ne durent pas sembler très redoutables aux gouvernemens. Ainsi donc

M. E. M. Arndt le premier fut gracié par le roi de Prusse et réinstallé comme professeur à Bonn, et bientôt après le roi de Bavière lui envoya, je crois, son buste et une chanson qu'il venait de rimer lui-même. Alors ces anciens chefs de parti de 1813, reparurent les uns conseillers des cours royales, les autres conseillers des consistoires, bon nombre, conseillers auliques, et tous entonnèrent de nouveau les chansons qu'on leur avait défendu il y a vingt ans, et qu'ils avaient religieusement renfermées dans leur for intérieur pour les retrouver au moment du danger, et après avoir reçu la licence royale.

Aurai-je besoin de dire que ce parti, qui s'est donné toutes les peines possibles pour se faire oublier, ne représente pas l'Allemagne non officielle, le peuple? Ces chansons de guerre de 1813, ces réminiscences glorieuses ne sont pas sans grande influence sur le peuple allemand, mais il les comprend dans un autre sens que les débris glorieux de 1813 qu'on cherche à exploiter.

Tout cela n'aurait donc pas donné la force morale nécessaire au parti de la guerre, tout cela n'aurait pas remué les entrailles de l'Allemagne non officielle, de sa jeunesse et de ses hommes vraiment progressifs et libéraux.

Déjà, avant 1830, un autre parti de progrès et de liberté avait su gagner du terrain en Allemagne; *Boerne* et *Heine*, si différens ensuite, furent d'abord les représentans littéraires de ce parti. Les idées nouvelles de la révolution française, le constitutionalisme anglais et le républicanisme américain, et enfin les souvenirs de la liberté et de la grandeur de l'ancienne Allemagne, furent la pierre fondamentale sur laquelle ce parti cherchait à baser son système de réformes sociales et surtout politiques. La révolution de juillet donna à ce parti une nouvelle force et une plus grande activité; les chambres de l'Allemagne constitutionnelle le secondèrent, le peuple et la jeunesse le soutinrent, et il fit, jusqu'à la chute de Varsovie, des progrès rapides et effrayans pour ses ennemis. Il manqua l'occasion de se produire à la fête de Hambach, n'ayant su que montrer sa force sans en profiter. La réaction était alors nécessaire et naturelle, et bientôt après, ses représentans se virent condamner par milliers à la prison ou se condamnèrent eux-mêmes à l'exil.

Mais ce parti avait jeté des racines profondes dans le peuple allemand, et ces racines poussèrent de nouveaux rejetons partout où on croyait les avoir anéanties en coupant l'arbre. En France, un principe tombe assez souvent avec l'homme qui le représentait. La révolution de juillet, sans Lafayette, aurait peut-être été impossible, et la république a fait une perte incalculable dans Carrel. L'Allemagne ne tient pas, comme la France, à l'autorité de quelques hommes, jamais un parti ne s'abandonnera sans réserve à un homme; mais aussi jamais un parti ne disparaîtra parce que l'homme qui le dirige a disparu. Les hommes qui étaient à la tête du mouvement allemand, en 1830-1832, furent presque tous emprisonnés, exilés et la plupart oubliés; mais la semence, qu'ils avaient jeté dans le sol de la patrie, se développa sans eux et se multiplia partout. Ce parti là, qui n'avait plus de chefs, qui était insaisissable, parce qu'il était sans constitution, et dont on ne parlait pas, parce qu'il était partout, se composait de la masse du peuple et de la majorité de l'Allemagne non officielle.

Les hommes et les paroles de 1813 n'auraient pas remué les entrailles du peuple allemand de 1840. Pour cela, il fallait d'autres auxiliaires et l'Allemagne officielle les trouva dans les hommes et les principes du parti libéral et radical en France.

L'Allemagne de 1840 a écrit deux mots sur sa bannière : *nationalité* et *liberté* ! le premier fait sa force extérieure, le second lui donne des sympathies pour la France, de l'antipathie contre la Russie et contre tout absolutisme partout où il se trouve. La France, ou plutôt les faiseurs de phrases à la tribune et dans les grands journaux français, en parlant d'anéantir les traités de 1815 et de reprendre les provinces rhénanes, heurtèrent de front le sentiment national de toute l'Allemagne, et alors un simple commis-greffier d'un village sur les bords du Rhin entonna cette chanson qui ne contient qu'une seule pensée :

« Ils ne l'auront pas, le Rhin ! »

Et bientôt toute l'Allemagne, non officielle, d'un bout à l'autre, répéta le refrain :

« Sie sollen ihn nicht haben ! »

« Ils ne l'auront pas ! »

Et l'Allemagne officielle voyant sa cause gagnée, battit des mains et cria Haro ! Oh ! les hommes de cœur sentirent le mal qui se faisait malgré eux, et sans eux et qu'ils n'osèrent même plus arrêter. Oui, la liberté voila son front en entendant cette chanson qui n'est qu'un défi négatif et qui, malgré cela devint et *devait devenir le mot sacré de toute l'Allemagne. Nationalité-liberté !* Le choix est dur entre ces deux pensées de Dieu, mais il ne peut pas être douteux. La patrie avant tout, et, hélas ! même, s'il le faut, au dépens de la liberté. Voilà l'idée dominante de toute l'Allemagne, de tous les hommes de cœur. La France attaquant aujourd'hui l'Allemagne, ne rencontrera pas seulement les rois, comme à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle, mais le peuple, comme en 1813. Et il n'y aura pas de sophisme assez fort pour détacher de la patrie un seul homme de cœur, car tous ont entendu les paroles blessantes de la France *quasi populaire* et *quasi officielle*, représentée par la presse libérale et radicale.

Le parti de la guerre d'attaque contre la France n'est pas aussi complet en Allemagne, il s'en faut. Il ne se compose, comme nous l'avons vu, que de l'Allemagne officielle et de l'Allemagne *quasi officielle* et *quasi nationale* des débris de 1813. Les hommes de ce parti sont tout juste les antipodes des partisans du *National* français. Ils ont la même parole : à bas les traités de 1815 ! ils ont le même but ; les uns : la conquête de l'Alsace ; les autres : la conquête des provinces rhénanes ; ils ont les mêmes principes, une nationalité sauvage et égoïste. Et les uns et les autres datent déjà de quelques siècles, car la politique des *nationaux* de la France n'est autre que celle de Richelieu et de Louis XIV, et la politique des *Teutschthümler* de l'Allemagne veut vider cette ancienne querelle, que Richelieu et Louis XIV ont jeté entre la France et l'Allemagne pour le malheur des deux peuples.

Ainsi donc comme en France, le parti de la guerre active, de la guerre agressive, *attaque* ne se compose que d'une minorité, et le parti de la guerre passive, de la guerre *défensive*, de l'immense majorité du peuple. La différence est

seulement qu'en Allemagne les gouvernemens veulent la guerre. tandis qu'en France le gouvernement *semble*, car qui sait jamais ce que veut le gouvernement de la France depuis 1830, *semble* vouloir la paix. Les gouvernemens Alle-mens sont contraints de faire semblant de vouloir tous également la paix, et ils ont si bien joué leur rôle, qu'ils n'ont armé que forcés par la voix du peuple, qui commençait à prendre au sérieux les grands mots des journaux français. Dans cette manière d'agir se découvre la politique qu'on va suivre. On cherchera à *se faire forcer d'attaquer la France*. Si la France donne à l'Allemagne officielle et à l'Europe officielle l'occasion de suivre jusqu'au bout cette politique habile et jésuitique, la guerre, cette guerre à mort qui menace l'Europe et la civilisation, sera inévitable. Mais espérons que la France ne donnera pas cette occasion que les rois cherchent, c'est-à-dire, de conduire les peuples, au nom de la patrie, contre la liberté.

Si la France attaque l'Allemagne, toute l'Allemagne, sans exception, marchera vers les frontières attaquées, et je crain-drais alors que la parole blessante de M. de Lamartine ne reçut un éclatant démenti, et que la *défense timide* ne se changeât, avec le temps, en attaque terrible contre le peuple qui a provoqué la défense légitime de la patrie, même aux dépens de la liberté.

Il y a des cas où l'honnête homme marche en avant, le cœur gonflé de tristesse. Le danger de la patrie attaquée in-justement par un peuple qu'on estime et qu'on regarde comme le porte-drapeau de l'émancipation démocratique, est un de ces cas. Une telle rencontre ! un duel à mort entre frères ! Oh ! c'est une pensée de désespoir et d'enfer !

IV.

LA PAIX ARMÉE.

Juste milieu !

Il y a des mots de mauvais augure : « Oui ! oui ! — Non ! non ! — Car ce qui est de plus, vient du mal. » (1).

Ce mot de juste milieu ne dit ni oui, ni non. C'est un mensonge timide, un orgueil honteux, une vérité faussée.

La politique du juste milieu n'a jamais existé, le mot a toujours caché quelque chose qui ne pouvait pas être le juste milieu, car le juste milieu n'est rien du tout, si ce n'est pas tout, si ce n'est pas Dieu même. Ce mot a été le plus grand malheur de la nation française, car il a faussé les idées et les sentimens à la fois. Partout où la France a senti qu'il fallait faire un pas en avant, elle a trouvé une barrière ; partout où

(1) Évang. Math.

une idée a voulu se faire jour, elle a été arrêtée à moitié chemin par cette volonté avortée qui s'arroge le nom de Dieu : Juste milieu.

La royauté en France est un *juste milieu* entre la république et la monarchie ; les chambres, un juste milieu entre l'aristocratie et la démocratie ; la presse, un juste milieu entre la vérité et le mensonge, entre la liberté et la censure, censure mesquine, exercée, non au nom de l'état, mais au nom de l'intérêt d'une coterie. Il n'y a plus rien en France qui ne soit faussé par cette idée vague, qu'on aurait de la peine à s'expliquer si elle avait été inventée par un de ces poètes du Nord, dont les contes merveilleux nous étonnent par l'indécision de tous les contours et de toutes les couleurs.

Et on s'imagine gouverner par cette idée nébuleuse la France, la nation la plus pratique et la moins poétique du monde. Vraiment, il est effrayant de voir quelle puissance secrète se cache quelquefois sous des mots qu'on ne comprend pas. Si on regarde tout ce qu'on a fait en France avec ce mot vide, de juste milieu, et tous les malheurs qu'il a produits, on sera tenté de croire à toutes les merveilles de la cabale.

Il ne manquait plus que d'inventer un *juste milieu* entre la guerre et la paix. Le ministère Guizot-Soult s'en est chargé. *Guizot-Soult*, ces deux mots là sonnent déjà comme *paix-guerre*, et voilà que ce ministère apporte à la France la *paix armée*, le non-sens cuirassé.

La guerre, dans la position où la France se trouve aujourd'hui, un contre quatre, lui sera désastreuse. Tout le monde, excepté ceux qui pensent à conquérir « *l'initiative humaine* » en convient. La politique de la *paix armée* espère le rétablissement de la paix, et même la politique de l'*isolement*, qui semble être aujourd'hui celle de la gauche dynastique et de M. Thiers, veut, au moins, éviter la guerre aussi longtemps que la France reste isolée.

Ainsi donc, le but immédiat de la *paix armée*, comme celui de l'*isolement*, est toujours la paix, pour l'un, comme moyen d'arriver à une paix définitive ; pour l'autre, comme moyen de trouver une alliée parmi les quatre puissances, et

d'imposer alors d'autres conditions à l'Europe que celles que le traité-Brunow a consacrées.

La paix armée, en elle-même, est un malheur, un juste milieu qui coûtera toujours cher aux peuples. Si encore elle aboutissait à la paix désarmée, on pourrait se consoler des sacrifices qu'elle cause ; mais elle ne peut aboutir qu'à la guerre, si elle ne se contredit pas avec elle-même, en montrant qu'elle marche vers le désarmement. Je le sens, il y a quelque chose de bien blessant dans la pensée que la France, cette grande nation, n'a laissé crier si haut tous les faiseurs de phrases que pour se voir forcée de se taire et de désarmer. Mais l'Europe saura que ce n'est pas la France qui a voulu le non-sens de cette paix armée, elle saura que la politique du juste milieu, qui ne sait plus dire ni oui, ni non, est seule responsable de ce nouveau mensonge timide, de cette nouvelle vérité faussée, qu'elle a baptisée : *paix armée*. Oui, l'Europe saura qu'une partie de la France était toute prête à marcher vers les frontières du Rhin, pendant qu'une autre demandait la paix sans détour ; elle saura que le peuple français sait encore dire : Oui ! ou Non ! selon que la position le demande ; et la France verra, à la première occasion, où, de nouveau, elle se mettra à la tête des idées généreuses du grand siècle, où elle se ralliera du côté des droits de l'homme et des peuples, que ceux-ci lui rendront d'autant plus volontiers justice, qu'elle a su vaincre son amour propre, et le sacrifier au bien du monde.

Mais si la paix armée ne commence pas par le désarmement, s'il reste douteux pendant quelque temps seulement, de quel côté elle se tournera, n'en doutez pas, elle conduira alors tout droit à la guerre. La France aura tort d'accepter aujourd'hui, et dans la position que la haine de ses ennemis, et les fautes de ses hommes d'état lui ont faite, la guerre d'un contre quatre. Mais, si elle a tort d'accepter la guerre, alors elle a également tort de s'entêter dans une politique qui l'y conduira infailliblement.

La paix armée aboutira à la guerre, car elle fera croire à la guerre. M. Guizot aura beau dire : « Nous voulons la paix, la paix partout et toujours », on croira le contraire, ou au moins on fera semblant de croire le contraire. On lui de-

mandera : « Mais , si vous voulez la paix , pourquoi armez-vous toujours ? » Et , en répondant : « Le parti de la guerre nous y force » , le ministre français donnera pleine raison aux ennemis de la France , qui proclament partout que le parti de la guerre , en France , est le plus fort , et forcera la main au gouvernement. Et cela suffira à l'Angleterre pour pousser de nouveau à la guerre et pour *la commencer peut-être un beau matin*, dans l'espoir d'entraîner les alliés douteux , car elle sait qu'au premier coup de canon la France , ne pouvant pas attaquer directement l'Angleterre , avec chance de succès , avancera contre les alliés de l'Angleterre , contre la Prusse et l'Autriche , et alors Dieu sait comment cette guerre finira ! Mais l'Angleterre aura atteint son but , celui de voir la France aux prises avec l'Europe entière , ce qui lui donnerait la facilité tant désirée de détruire les flottes et les ports de la France.

La *paix armée* de M. Guizot se distingue de l'*isolement* de M. Thiers , comme une *promesse de paix* d'une *menace de guerre*. M. Guizot dit : « Je veux la paix toujours et partout. » M. Thiers , de son côté , conseille d'attendre un moment propice , de tirer vengeance du traité du 15 juillet , et probablement aussi « de revenir sur les traités de 1815 » *Promesse et menace !* Et voilà ce qu'on conseille à cette grande nation , au peuple français. *Promesse , menace*, la monnaie du pauvre , la force du faible , le fruit de la stérilité , le juste milieu toujours et partout.

Mais cette menace n'atteindrait , pas plus que la promesse , le but qu'elle se propose. Ce but , c'est d'abord la paix , pour trouver le temps de détacher ensuite l'une ou l'autre puissance de la quadruple alliance. J'ai montré comment la paix armée , avec la *promesse de la paix désarmée* , conduira à la guerre , et l'*isolement* n'est pas autre chose que la paix armée , une *menace sur les lèvres*. Et comment voulez-vous qu'en menaçant d'une guerre , que les ennemis de la France desirent , elle soit plus heureuse qu'en promettant la paix ?

Ainsi donc l'*isolement* conduirait nécessairement à la guerre et même promptement. Il s'agit seulement de savoir si la France , avant que la guerre éclate , aurait su gagner une des quatre puissances du traité-Brunow.

L'Angleterre ne devrait plus compter comme candidat pour l'alliance avec la France. J'imagine qu'on ne s'adressera pas davantage à la Prusse , attendu les traités de 1815. Il ne reste donc que l'Autriche et la Russie. Mais l'Autriche , s'associant à la France , sera menacée de voir s'écrouler tout l'échaffaudage de ses états , de perdre à la fois les provinces allemandes et ses provinces slaves , sept huitièmes de ses états ; et le reste , l'Italie même , sera menacée par les idées françaises. L'Autriche pourra être *pour* la France dans un congrès , mais là où il s'agit de tirer le sabre , l'Autriche ne pourra plus s'associer à la France sans s'abandonner à elle-même.

Il ne reste donc plus que la Russie , et cette alliance n'est pas impossible , mais elle serait monstrueuse , et , assurément , la France n'y gagnerait pas. D'abord , la Russie ne conclura d'alliance avec la France que dans le cas où elle peut espérer d'atteindre son but , Constantinople et la suprématie , « l'initiative humaine » , en Europe , plus promptement avec l'aide de la France que sans elle. Dans le cas contraire , elle sera l'ennemie de la France , déjà à cause des idées françaises. Il s'agit donc de savoir si le cas supposé se présentera bientôt.

Une guerre des quatre puissances contre la France , par suite du traité-Brunow , n'aboutira qu'au détriment de la France , et en dernier lieu de l'Angleterre même. Certes , la Russie ne demandera pas mieux , et la France ne sera pas en état de lui accorder davantage. Elle trouvera , pendant cette guerre , l'occasion de s'emparer de Constantinople , et , en tout cas , elle sera , après la guerre , d'autant plus forte , que tous les autres peuples se seront plus affaiblis.

Et cependant cette alliance franco-russe n'est pas impossible ; mais elle n'aura lieu que dans le cas où elle promettra un plus grand profit à la Russie que la guerre des quatre puissances contre la France. Et ce cas là , peut-être , se présentera , peut-être est-il prévu par la diplomatie russe.

Il s'est fait , dans les dernières trente années , en Allemagne , un travail souterrain , dont on ne se doute pas en France , mais qu'on connaît parfaitement bien , et qu'on apprécie à sa juste valeur en Russie. Ce travail aboutira à l'*unité* de l'Allemagne , et à la *liberté* du peuple qui occupe le centre de l'Europe. Et voilà pourquoi la Russie se donne tant de mouve-

ment vis-à-vis de l'Allemagne, voilà pourquoi le czar ne manque pas une année de faire des voyages en Allemagne, voilà pourquoi il cherche à trouver des alliances de famille, ou au moins des généraux et des aides-de-camp, dans toutes les petites cours de l'Allemagne.

Depuis le partage de la Pologne, la Russie, la Prusse et l'Autriche, se serrent l'une contre l'autre, comme des complices d'un crime dont ils craignent le châtement. Mais ce contrat honteux a déjà duré trop longtemps, et le lendemain du jour où l'Allemagne sera émancipée, libre et unie, elle le déchirera et se déclarera prête à racheter envers la malheureuse Pologne la dette sacrée de ses pères égarés.

L'émancipation, l'unité, la liberté de l'Allemagne détruira d'un seul coup, tous les projets de la Russie sur l'Europe, et la rejettera pour jamais dans l'Asie.

Et voilà pourquoi l'alliance entre la France et la Russie est possible, et se conclura peut-être bientôt, si la France s'y prête. *Il s'agit alors pour la Russie de combattre en Allemagne la civilisation européenne, l'émancipation des peuples, la liberté, et elle demandera pour cela aide et secours à la France.* Espérons que la France ne sera pas assez aveugle pour le lui accorder; car alors elle changera de rôle, et elle deviendra, *d'avant-garde de la civilisation européenne*, qu'elle a été pendant des siècles, *l'arrière-garde de la civilisation slave.*

Ce n'est pas pour l'Allemagne que cette alliance sera le plus à craindre, car elle forcera le peuple allemand tout entier de se lever, de se redresser, et la France révolutionnaire a bien montré qu'un peuple, fort de sa bonne cause, n'a rien à craindre. Hélas! avec le juste-milieu de la France, les hommes de progrès en Allemagne, s'ils se laissaient inspirer par l'égoïsme national, pourraient presque désirer cette alliance franco-russe, car elle décidera tout de suite de l'avenir de l'Allemagne; et celui qui connaît ce pays encore vierge de toute sa force matérielle et morale, ne craindra pas que cette décision lui devienne fatale (1).

(1) Je ne peux pas résister au plaisir de citer deux mots d'une lettre qu'un *commerçant* de Hambourg, M. W.... vient d'écrire à un de mes amis, M. W., également *commerçant* au Havre: « ... mais comme Allemand, je suis tout rassuré. Si les Français sont battus, c'est bon, si c'est nous qui

Mais les hommes de progrès en Allemagne savent aussi tout ce qu'ils doivent à la France, et c'est pourquoi ils préféreraient un progrès lent à un progrès rapide, si ce dernier ne pouvait avoir lieu qu'aux dépens de la France. Et cette alliance russe que *l'isolement de M. Thiers* a en vue, sera un malheur irréparable pour la France et le premier pas de sa décadence définitive. Un homme d'Etat de l'Angleterre a osé menacer la France de faire d'elle une puissance de quatrième ordre, mais, assurément, il n'a pas injurié plus gravement cette France que ceux qui veulent l'alliance russe. Car ceux-là proposent tout simplement au *peuple français* de quitter la tête de *l'humanité* pour se mettre à la *queue de la Russie.*

La première guerre qui éclatera sera une *guerre de principes*, n'en doutez pas. Et la cause, et les peuples qui, dans cette guerre de principes, ne combattront qu'au nom de *l'intérêt*, seront vaincus avant d'avoir commencé à combattre. Et cette alliance russe ne permettra plus à la France d'autre étendard, d'autre cri de guerre que celui de *l'intérêt*. Si la France a su vaincre toute l'Europe, c'est parce qu'elle combattait au nom d'un principe, au cri de la liberté et du progrès. Elle sera impuissante, non parce qu'elle est plus faible, mais parce qu'elle n'aura plus de cri de ralliement capable à remuer les entrailles des hommes de cœur. Cette alliance entre la France et la Russie n'aura lieu que dans le cas où la

recevons les premières taloches, c'est encore mieux. L'Allemagne n'en deviendra que plus unie et plus forte. Et si l'alliance franco-russe était possible, oh! alors, je vous garantissais la victoire contre *deux*. Alors vous verrez que le centre de l'Europe est occupé par une *grande nation*,.... qui *releverait en même temps la pauvre Pologne.* »

N'oubliez pas, *c'est un commerçant, père de famille* qui parle ainsi. Que croyez-vous que penserait après cela la jeunesse allemande? — De prime-abord, l'idée d'une alliance entre la France et la Russie, une guerre de l'Allemagne contre ces deux colosses effraiera l'imagination; mais en regardant de plus près le danger, l'Allemagne doit préférer une guerre contre la Russie et la France, à une guerre avec la Russie contre la France seule; car cette dernière menacerait d'aboutir à la victoire des idées russes, et dans ce cas, le mot de Napoléon, que le monde sera russe dans un avenir plus ou moins rapproché, s'accomplira pour le malheur de la France, de l'Allemagne et de l'Europe entière. — C'est là le plus grand danger qui menace la France et l'Allemagne et que les idées de conquête en France secondent si merveilleusement.

France s'abandonnerait elle-même, et alors elle sera abandonnée du monde entier, malgré l'amitié que la Russie lui montrera.

Voilà la seule chance de salut de l'*isolement*.

Non, la France est trop grande pour payer le monde par des *promesses*, trop noble pour se réfugier derrière une *menace*. Si elle veut la guerre, elle doit le dire bien haut, comme le parti qui la voulait il y a quelque temps, l'a crié et chanté dans les rues, dans les théâtres et presque dans les églises. Voilà les Français ! Mais aussi, si elle ne veut pas la guerre, elle doit le dire avec la même franchise. Ce subterfuge de *paix armée* n'est pas digne du peuple français, n'est qu'un juste-milieu, et c'est pourquoi elle n'aboutira qu'à faire méconnaître la nation et la mettre au niveau d'une coterie.

La paix ou la guerre !

Oui ! ou non !

Espérons que ce système de la paix armée ne durera plus assez longtemps pour provoquer tous les malheurs qu'il promet.

V.

LES FORTIFICATIONS DE PARIS.

« Cette idée serait-elle née d'une rencontre entre deux principes qui se détestent ? du monstrueux accomplissement de quelque arrière-pensée du despotisme, avec quelque prévision habile de révolution ? Dans ce cas, lequel trompe l'autre ? Je n'en sais rien ; mais le pays est trompé, mais la liberté est jouée, soyez-en sûr ! » (1)

Les hommes d'Etat de la France ont vu, dans ces paroles éloquentes, une pensée de *poète*. Pour moi, je m'incline, car il m'a semblé entendre la voix du *Prophète*.

Quand, il y a quelques mois, M. Thiers reprit le projet de fortifier Paris, je lisais dans un journal allemand, sur cette

(1) Discours de M. de Lamartine sur les fortifications de Paris.

question, un article évidemment écrit dans un esprit hostile à la France, et l'ennemi de la France disait : *accipio omen!* Vous voulez vous fortifier contre les ennemis de la France, et vous commencez par une mesure qui leur fait pousser un cri de joie !

La question des fortifications de Paris est une des plus compliquées, des plus importantes du siècle, et il me semble qu'à côté d'elle, la question même d'Orient est secondaire. L'Orient n'est pour l'Europe et sa civilisation qu'un *objet* ; Paris et la France sont en partie le *sujet* même de cette civilisation. La solution de la question d'Orient *influencera* l'avenir de l'Europe et de la civilisation européenne. Les fortifications de Paris *décideront* de l'avenir de la France, de l'agent le plus actif de l'Europe et de sa civilisation.

Il y a trois points de vue différens sous lesquels on peut envisager cette immense question :

1° Le point de vue *égoïste français* ;

2° Le point de vue de *juste-milieu*, de garantie contre la révolution ;

3° Le point de vue de *propagande et de conquête*.

Tous les trois sont représentés dans le projet même. Le premier se laisse imposer les bastilles et l'enceinte, le second ne veut que les bastilles, et le dernier enfin se contenterait de l'enceinte.

Le point de vue *français-égoïste* est le seul sous lequel les fortifications de Paris se défendent victorieusement vis-à-vis de l'Europe. « La France a le droit de fortifier sa capitale comme elle l'entend, et personne n'y a rien à dire. » — C'est vrai, c'est juste sous le point de vue *égoïste*. Peut-être pourrait-on dire que le point de vue *égoïste* est *faux* et *injuste* ; mais ce ne serait pas à nous d'en montrer le danger si c'était le seul sous lequel on pouvait envisager les fortifications de Paris.

Mais l'Europe verra avant tout, dans ces fortifications, des *bastilles contre Paris*, et une *bastille-monstre contre l'Europe*.

Le gouvernement, le parti de la résistance, par l'organe de M. Guizot, a dit très clairement que les forts détachés doivent servir à garantir la France contre une nouvelle révo-

lution, et M. le général Bugeaud est venu mettre en lumière le discours un peu vague du ministre. On dira encore : « Est-ce que cela regarde l'Europe ? La France a le droit d'être libre ou non, comme bon lui semble. » Oui, elle a ce droit, mais sous la condition de ne plus trouver en Europe que des indifférens, des jaloux et des ennemis. La révolution française a dérangé assez de monde et assez de calculs pour que l'Europe officielle ne soit jamais l'amie sincère de la France, même de la France juste-milieu et quasi non-révolutionnaire. Aussitôt que la France ne pourra plus compter sur les sympathies plus ou moins actives de l'Europe non-officielle, l'Europe officielle profitera de la première occasion qui se présentera, et il s'en présentera, pour essayer une restauration. Le point de vue égoïste peut convenir à un peuple qui, comme l'Angleterre, ne s'est jamais occupé d'autre chose que de son intérêt, mais non à un peuple qui a essayé une seule fois de proclamer le principe de la liberté et de la fraternité pour tous.

Mais tout cela n'est encore que secondaire. Le seul point de vue sous lequel l'Europe juge les fortifications, est celui de M. Thiers et du *National*, celui de la propagande et de la conquête. M. Thiers a dit : « Il faut revenir sur les traités de 1815. » Et, pour lui, revenir sur ces traités et reconquérir les provinces rhénanes, c'est la même chose. Ainsi donc, pour ceux qui croient qu'il faut à la France, pour vivre à son aise, une partie de l'Allemagne, ces fortifications de Paris auront, avant tout, pour but de donner à la France le moyen d'attaquer les provinces rhénanes sans risquer le sort de la France (1). M. Thiers fut surtout secondé dans son projet par le parti du *National*, par les hommes de « l'initiative humaine. » Ils avaient, alors qu'il ne s'agissait que de bastilles, prouvé clairement que ces bastilles étaient dirigées contre Paris, la révolution et la liberté. Mais quand on leur eut promis de fortifier Paris à la fois contre les provinces, et contre l'Europe ; et quand on leur eut rendu *pour les petites bas-*

(1) Dans la séance du 28 janvier, M. Odillon-Barrot a dit : « Je ne suis pas obligé de rassurer l'Europe ! Je dirai que ce n'est pas seulement un moyen de puissance défensive, c'est aussi un moyen de puissance agressive. »

tilles hors de Paris, une immense bastille dans Paris même, alors ils ont accepté, alors ils ont donné la main à leurs ennemis les plus acharnés, parce qu'une pensée d'oppression, de violence, de gouvernement absolu, les rapprochait, les unissait. « Paris, c'est la France, la France, c'est l'humanité; nous sommes Paris et l'humanité, fortifions Paris! » Voilà l'enchaînement des idées (1).

Les fortifications de Paris entrent dans le système de la *paix armée* de M. Thiers, c'est-à-dire l'*isolement menaçant*, et conduiront d'autant plus promptement à la guerre, qu'elles augmentent l'appréhension de l'Europe non-officielle et la confiance de l'Europe officielle. Et cette guerre éclatera avant que Paris puisse être fortifié; et alors ce projet-monstre n'aura produit d'autre effet que celui d'aliéner les peuples, d'affaiblir la confiance de ceux qui comptent sur la France, et d'augmenter les chances de ses ennemis.

Accipio omen! Rappelez-vous ce cri de joie de vos adversaires.....

La discussion du projet des fortifications dans la Chambre des Pairs, a, de nouveau, éclairé la question. Aux yeux des hommes non prévenus, les fortifications de Paris n'auraient pas de plus grands ennemis que leurs défenseurs; et si les passions ne rendaient pas aveugle, bien du monde aurait dû ouvrir les yeux et voir clair en entendant la défense du projet. M. Guizot a dit: *Il faut persuader à tout le monde, en Europe, qu'une révolution en France n'est pas possible.* Dans la Chambre des Députés, M. le Ministre des affaires étrangères a exprimé la même pensée. Ainsi donc les fortifications de Paris rendraient désormais les révolutions impossibles. — Mais comment cela? — Est-ce, par hasard, qu'elles s'opposeraient à ce qu'un gouvernement oubliant la justice et le devoir ne puisse rendre des ordonnances de juillet? — Est-ce qu'elles empêcheraient les abus, comme, par exemple, ceux qui ont conduit la France à la première révolution? Certes, elles n'auront pas cette prétention! Mais comment empêcheront-elles donc les révolutions? Peut-être parce qu'avec les

(1) Le jour même où la loi des fortifications fut votée, le *Siccle* cita avec complaisance un article où on lisait: « Si on veut régenter l'Europe, il faut être fort chez soi. »

fortifications la résistance légitime ou illégitime de la part du peuple serait impossible. Au moins c'est ce qu'on semble espérer: *et cet espoir serait un malheur pour ceux qui y croient.* Il les enhardirait, et ils oseraient beaucoup, et alors ils verraient trop tard que quelques douzaines de bastilles ne résistent pas mieux qu'une seule contre le courroux d'un peuple, qui ne s'abandonne pas lui-même. Elles ne sont pas dangereuses pour le peuple, mais pour le pouvoir. Le pouvoir d'état qui s'imaginerait avoir besoin des bastilles se juge lui-même, et le peuple qu'on pourrait gouverner avec ces bastilles contre la justice et son droit, aurait obéi également sans bastilles. Elles seront inutiles avec un peuple libre et courageux, elles seront superflues avec un peuple esclave et lâche, *et elles ne seront dangereuses que pour le pouvoir, pour le respect, pour l'âme du pouvoir,* qu'elles déracineront aussi bien dans l'un que dans l'autre cas.

Voilà pour les forts détachés. Un second orateur a été presque aussi clair en ce qui regarde l'enceinte. M. Persil a répondu à M. le duc de Noailles: « Reculez vos frontières, a-t-on dit. La réponse est curieuse; car si vous voulez reculer vos frontières, regagner ce que la restauration a sacrifié, et vous étendre jusqu'au Rhin — oh! — c'est alors que vous auriez besoin de fortifications, que vous devriez vous hâter de les entreprendre et de les achever pour vous défendre contre une coalition inévitable. » C'est un conseil d'ami, seulement il sonne mal dans la bouche de celui qui le donne. Le *National*, M. Thiers, M. Odillon-Barrot auraient droit de se plaindre de M. Persil, qui trahit ainsi leur secret en se faisant le plagiaire de leur pensée intime. Mais ceux aussi qui croiraient pouvoir oser avec les fortifications et Paris ce qu'ils n'auraient pas osé sans elles, seront trompés dans leur espoir. *Les fortifications ne serviront qu'à les encourager à entreprendre à la première occasion qui se présentera une injustice qui aboutira au détriment de la France!* Vous avez le sentiment qu'il vous faut au moins ces fortifications pour entreprendre la guerre pour « vos frontières naturelles », la croisade de « l'initiative humaine », et ce sentiment seul est la preuve la plus claire qu'avec les fortifications vous n'irez pas plus loin que sans elles. Elles retarderont le dénouement,

mais assurément elles ne le changeront pas, soyez-en persuadés.

C'est une pensée funeste et malheureuse, funeste et malheureuse d'abord pour la France et ensuite pour l'humanité. Et c'est probablement pourquoi l'Europe officielle l'encourage en souriant gracieusement aux efforts du parti républicain en France. M. le comte de Bresson, un troisième défenseur de cette mesure, fait des fortifications de Paris le *moyen de l'isolement de la France*. Et voilà pourquoi la diplomatie européenne, qui a cherché à isoler la France par le traité du 15 juillet, doit être très contente de voir le gouvernement français proposer une mesure qui perpétue le résultat, qu'elle cherchait à obtenir. Les fortifications de Paris sont la base d'une *organisation de l'isolement*. Le mauvais génie de la France se retranchera derrière les bastions de Paris et criera au monde : « l'humanité c'est moi ! » Et alors ces bastions qui donnent, ou plutôt semblent donner le moyen d'isoler impunément la France, n'auront d'autre conséquence que de *perpétuer les coalitions de l'Europe officielle et non officielle contre la France*.

Et voilà pourquoi les amis du progrès, les amis de la France et de l'humanité doivent craindre ces fortifications et les regarder comme le plus grand malheur, qui ait depuis longtemps menacé la France et l'Europe.

VI.

LES ALLIANCES DE LA FRANCE ET LA SAINTE-ALLIANCE.

La France est dans une voie qui la conduira à sa ruine, si elle continue à la suivre. La haine de ses ennemis, les fautes de ses hommes d'Etat, les idées de conquête, de suprématie, ou tout simplement « d'initiative humaine » de certains partis en France, ont mis la nation française dans une position où la guerre, si elle l'accepte, doit lui être désastreuse au plus haut degré. La France en a le pressentiment, car elle n'a pas accepté la guerre; elle l'a reculée d'abord, et s'est contentée ensuite de la *paix armée*. Mais cette *paix armée*, consacrant l'isolement de la France, conduira toujours à la guerre, à une guerre comme la desirent les ennemis de la France et de la liberté. Et c'est pourquoi elle doit l'éviter; c'est pourquoi elle doit chercher et trouver un système qui garantisse la paix, un système qui soit tout contraire à celui qu'elle suit.

Nous avons vu cette *promesse* de paix et cette *menace* de guerre, qui se disputent la direction des affaires en France. L'une et l'autre manquent de franchise, et c'est pourquoi l'une et l'autre n'ont abouti qu'à embrouiller davantage les affaires de l'Europe. La France doit accepter, ou la paix avec ses conséquences, le désarmement, et ce qu'on nomme sans le définir le *concert européen*, ou déclarer ouvertement la guerre et l'accepter également avec toutes ses conséquences. L'équivoque ne convient pas à une grande nation, et à la France moins qu'à toutes les autres.

L'isolement de la France était le but de la Russie et de l'Angleterre, le but du traité-Brunow ; l'accepter, en faire la base de la politique de la France, serait une inconcevable duperie, donnant gain de cause aux ennemis de la France. L'isolement conduira à la guerre, à la guerre de quatre contre un, de l'Europe non-officielle, des peuples contre la France. La France même, ses hommes politiques, ses partis, sont cause qu'aujourd'hui elle se trouve dans cette position malheureuse ; la France même est cause que la guerre, si elle éclate, présentera toutes les chances possibles pour ses ennemis. La logique, le simple bon sens, disent alors que la France doit éviter à tout prix la guerre. Je le sais, l'honneur vaut plus que la vie, et alors si l'honneur s'oppose à la paix, la France doit obéir et combattre. Mais aujourd'hui l'honneur n'est plus même en jeu. Je ne sais ; mais quand j'entendais retentir le canon de Beyrouth, il me semblait presque que l'honneur français aurait dû répondre par des coups de canon contre les vaisseaux de l'Angleterre et de l'Autriche. Mais si alors cet honneur n'a pas été blessé, il n'aura aucune raison de se dire blessé par l'exigence du désarmement, de la paix, de la paix vraie sans équivoque.

On dira encore : mais entrer *seul* contre quatre dans le concert européen n'est pas politique ; nous serons toujours la minorité. D'abord, cette position d'un contre quatre dans un conseil, n'est pas aussi dangereuse que dans une guerre ; mais l'essentiel est que la France ne sera pas seule contre quatre si elle ne veut pas. Le concert européen, dont parle la *sainte-alliance des rois*, ne connaît que l'Europe officielle, que les rois. La France est le représentant naturel de la dé-

mocratie, de la justice, de la révolution ; et si elle comprend sa vocation, elle sera seule plus forte que les quatre autres puissances ensemble, car, déployant son drapeau du peuple et des peuples, elle pourra dire : « *je suis seule ici à demander justice pour les peuples, mais toute l'Europe non-officielle est derrière moi !* »

Un peu de bon sens. Ou la France sera dans le concert européen la France du juste-milieu, la France honteuse de sa révolution, de sa vocation, et alors le concert européen lui pardonnera et l'aidera dans la bonne voie qu'elle suit, ou elle y sera la France de la révolution, de la liberté et de la justice ; et alors le concert européen la craindra et lui obéira chaque fois qu'elle pourra dire : « *Je demande justice pour les hommes et pour les peuples.* »

Le juste-milieu, entre la paix et la guerre, conduira à la guerre, à la guerre à mort entre la France et l'Allemagne. Ces deux peuples, les mieux faits pour s'entendre, s'entre-déchireront pour le plaisir de la Russie et de l'Angleterre, qui parieront tranquillement qui des deux succombera. Oh ! non, ce rôle de boxeur ne convient ni à la France ni à l'Allemagne, et le czar de Saint-Petersbourg et ses bons amis, les lords de Londres, n'auront pas le plaisir de ce beau spectacle, qui leur conviendrait tant.

La France et l'Allemagne sont appelées à devenir les deux colonnes d'une nouvelle *sainte-alliance*, de la *sainte-alliance des peuples, de l'humanité*. Et cette guerre que les uns provoquent et que les autres semblent ne pas savoir éviter, détruirait, pour longtemps encore, la possibilité d'une alliance entre la France et l'Allemagne, qui seule pourrait conduire à la *sainte-alliance de toute l'humanité*.

Toutes les autres alliances qui se présentent tant à la France qu'à l'Allemagne, ne peuvent conduire à cet heureux résultat vers lequel le monde semble se diriger, et à qui les hommes semblent s'opposer de toute la force de leur ignorance ou de leurs passions. L'alliance anglo-française n'a abouti qu'à des mécomptes, et à l'inimitié entre la France et l'Angleterre ; l'alliance franco-russe mettra la France à la queue de la Russie, et n'aboutira qu'à la réalisation des plans égoïstes et barbares de la Russie. Pour l'Allemagne, l'An-

gleterre ne sera un allié dévoué, que si l'Allemagne se résigne ou se voit forcée à faire les affaires de l'Angleterre, à l'aider dans ses projets de monopole, d'égoïsme et d'absolutisme maritime. Une alliance allemande-russe, fera de l'Allemagne l'avant-garde des idées russes, de l'absolutisme et de la barbarie, comme aujourd'hui la Prusse et l'Autriche officielle le sont sous beaucoup de rapports. Ainsi donc, ces deux peuples ne trouveront ni l'un ni l'autre une alliance particulière qui leur permette d'espérer, même pour leur égoïsme, pour leurs intérêts matériels, un résultat satisfaisant.

L'alliance entre la France et l'Allemagne est la seule qui leur convient à toutes les deux, car elle n'est pas basée sur l'intérêt égoïste ni de l'une ni de l'autre. La France ne peut pas espérer exploiter l'Allemagne, ni l'Allemand abuser de la France. Elles sont toutes deux assez grande pour se forcer à se respecter l'une l'autre. Elles ne pourront que se rendre justice l'une à l'autre, et c'est pourquoi elles ne seront ni l'une ni l'autre injuste à l'égard des autres peuples. La base de leur alliance sera donc, presque forcément, celle de la *justice pour elles-mêmes et de la justice pour toutes les autres nations.*

Et avec cette base l'humanité sera constituée. Quand les premiers chrétiens disaient : « Nous serons chrétiens, nous souffrirons sans nous plaindre, nous ne ferons aux autres que ce que nous voudrions qu'ils nous fissent, et notre conduite sera celle de la charité, » alors le christianisme avec ses quelques disciples embrassait le monde entier.

Il ne faudrait qu'un seul peuple pour constituer l'humanité. Le premier qui dira : « Je serai humanitaire, je ne ferai pas aux autres ce que je ne voudrais pas qu'ils me fissent, et ma conduite sera celle de la *justice.* », jettera les bases solides de l'humanité. L'alliance des deux peuples les plus avancés de l'Europe les conduira presque fatalement à proclamer ce principe ; car elle est la seule qui puisse désormais se conclure sans arrière-pensée d'égoïsme et d'injustice.

Je ne sais pas si cette alliance se réalisera jamais, mais je sais que, si elle n'a pas lieu, l'Allemagne dira un jour toute

seule : « *Je veux qu'il y ait dès aujourd'hui une justice entre les peuples.* »

Et alors la France aura la honte d'avoir manqué sa vocation.

Au moment où les dernières feuilles de cette brochure quittent la presse, le *National* publie un article contre MM. Wirth et Becker, qui finit par la phrase suivante :

« Il y a quelque chose de plaisant dans cette boutade d'un vieil officier, devant qui on disait l'autre jour : « *Les Allemands ont juré de ne pas laisser reprendre la rive gauche du Rhin.* » — « Bon ! bon ! répondit-il, serment d'ivrognes ; on sait ce qu'ils valent. »

Ce vieil officier-là a été peut-être à la bataille d'Iéna ; mais, je parie cent contre un, qu'il n'a pas été à la bataille de Katzbach. N'importe, laissons aux grognards *impériaux* leurs rêves d'autres temps ; mais les hommes du *National*, les *radicaux* du présent, devraient savoir qu'il ne suffit pas d'avoir de l'esprit pour représenter un parti — que dis-je, pour représenter modestement la France et l'humanité ; — ils devraient savoir qu'il faut aussi, et avant tout, de la *dignité*. M. Wirth doit être content ; sa victoire contre le *National* est complète, car le *National l'injurie*, il le combat par la raison de ceux qui n'en ont plus (1).

Le *National* traduit la chanson de M. Becker, et la traduction est encore plus insignifiante que la chanson même qui, n'est et ne devait être qu'un simple défi, une négation qu'on prononce en Allemagne avec résignation, mais aussi avec tristesse. Si l'Allemagne marche un jour contre la Russie, elle aura sa *Marseillaise*, comme, en marchant contre Napoléon et son *absolutisme* ; elle a eu ses chansons de Körner, d'Arndt, et de tant d'autres, qui ont coûté cher aux grognards de la grande armée. Mais vous, hommes du *National*, vous forcez l'Allemagne non-officielle, le peuple, de se préparer à la guerre *contre la France*, contre le pays, que nous avions regardé jusqu'aujourd'hui comme le porte-drapeau de la liberté et de la démocratie. Et c'est vous qui vous étonnez que nous ne répondons pas à vos provocations par une *Marseillaise*.

(1) M. Wirth avait attaqué dans la *Volkshalle* le *National*, en adressant, en français, des lettres à la rédaction du journal radical. Le *National* n'a pas daigné les réfuter ; et, par malheur, l'article du *National*, auquel je réponds, parait le 2 avril, tout juste deux jours après que la *Volkshalle* avait cessé de paraître, ce que M. Wirth, *tracassé par la censure*, avait annoncé depuis trois semaines.

Oh ! vous avez beaucoup d'esprit , mais il vous manque quelque chose de plus noble que l'esprit, c'est le sentiment de la justice. Le peuple allemand a compris que cette chanson de négation et de défi était tout ce qu'il lui fallait dans une guerre où, si elle a lieu , il combattra au nom de la patrie contre la liberté peut-être ; et c'est pourquoi il a répété : « Vous ne l'aurez pas, et voilà tout ! » Moquez-vous de cela , vous prouverez que vous ne sentez pas la portée de cette chanson , ni la dignité calme du peuple allemand qui l'adopte.

En traduisant la chanson de M. Becker, elle devient plus raide, plus dure , et perd le reste de poésie et d'énergie qu'elle a dans l'original. Cela se conçoit. Certes, en lisant traduits des passages , comme ceux que vous employez contre M. Wirth : « Le cerveau paraît un peu dérangé , — le crâne aussi étroit , — un stupide égoïsme , — Wirth n'a dans le cœur que du fiel , dans la tête que des ténèbres et de la fumée , — son patriotisme, c'est l'erreur ; et la mauvaise foi, c'est un orgueil bête ; — il bat la caisse au bord de son lac : il gesticule, il crie, il imprime, — le cher docteur, — une fanfaronnade continuelle ; » les lecteurs des journaux allemands ne se douteront pas combien d'esprit, de bon goût et de politesse française, vous avez dépensé dans votre article , où, pour finir, le peuple allemand est représenté comme un peuple d'ivrognes. On prendra cela, traduit, pour de la lourdeur, pour du mauvais, très mauvais ton, et pour de la grossièreté ; mais consolez-vous, on sait en Allemagne le français , et alors mes compatriotes auront, en très grande partie, le plaisir de lire dans votre belle langue , si noble, si spirituelle, si chevaleresque, les choses qui, traduits, pourraient choquer leurs oreilles, quoique habituées à une certaine franchise. Il se pourrait que, même en vous lisant dans le texte original, ils ne fussent pas tout-à-fait contents de vous ; mais, en voyant que tous les journaux censurés de l'Allemagne vous traduisent et vous commentent, ils se contenteront peut-être de dire : « Qui l'aurait cru ? Le *National* travaille — pour le roi de Prusse ! »

FIN.

ERRATA.

Page 20, ligne 10 ; au lieu : la Lorraine, — lisez : une partie de la Lorraine.